

Sur le « centralisme démocratique »

Extrait de :

La délivrance de Prométhée Pour une théorie politique de l'autogestion

Yvon Bourdet

Editions Anthropos, 1970

Présentation

Yvon Bourdet, décédé le 11 mars 2005 à l'âge de 85 ans, était un historien et un théoricien de l'autogestion. Il participa aux *Cahiers de l'autogestion*, à partir de décembre 1966, autour de G. Gurvitch, H. Lefebvre, D. Guérin, P. Naville... Plus tard il s'occupa activement de la revue *Autogestion et socialisme* : c'est à cette occasion que je le rencontrai, lorsqu'il préparait un numéro de la revue sur « Les anarchistes et l'autogestion » (n°18-19, janvier-avril 1972).

Bibliographie :

- ◆ *Démocratie et conseils ouvriers*, Max Adler. Traduction et présentation d'Yvon Bourdet, BS n° 10, Paris, Maspero, 1967 ;
 - ◆ *Pour l'autogestion*. Éditions Anthropos, Paris : 1977.
 - ◆ *Communisme et marxisme*. Notes critiques de sociologie politique, *S. ou B.*, 35 (janvier-mars 1964).
 - ◆ *Otto Bauer et la révolution*, textes : Choisis, présentés et annotés par Yvon Bourdet. Traduction de Jacqueline Bois, Bracke, F. Caussy et Claudie Weil par Otto Bauer et Yvon Bourdet. Études et documentation internationales (1968).
 - ◆ Yvon Bourdet *L'espace de l'autogestion*, Galilée 1979.
 - ◆ *La délivrance de Prométhée. Pour une théorie politique de l'autogestion* Editions Anthropos, 1970.
- Il rédigea en outre une « Introduction » au *Capital financier* de Hilferding.

La délivrance de Prométhée Pour une théorie politique de l'autogestion

Yvon Bourdet

Editions Anthropos, 1970

Une analyse du « centralisme démocratique du point de vue d'un intellectuel de formation marxiste

Chapitre III

LA DÉMOCRATIE DU CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

Dans sa célèbre brochure *Que faire ?*, Lénine a tenté de discréditer la thèse marxienne de la « spontanéité ouvrière ». Au cours du précédent chapitre, nous avons examiné ces critiques d'une façon peut-être un peu trop détaillée et qui pourrait sembler, à première vue, une simple critique de textes. En réalité, il ne s'agit pas du tout d'un débat académique, mais, au contraire d'options fondamentales qui ont façonné, directement ou indirectement, le mouvement ouvrier mondial et donné au marxisme un visage historique particulier qui ressemble, sans doute, davantage à Lénine qu'à Marx. Après avoir montré le caractère inadéquat et contradictoire des critiques de Lénine, il convient de dégager la théorie qui sous-tend ses critiques et de faire voir comment, dans la pratique, il a réussi ou échoué et si la « réussite » finale elle-même n'est pas pire qu'un échec.

Comme on le sait, par ses propres forces, la classe ouvrière était incapable, selon Lénine, de renverser le capitalisme. Elle devait remettre son sort à une organisation spécialisée et militairement centralisée de « révolutionnaires. professionnels ». Cependant, Lénine ne pouvait adopter telles quelles les thèses du blanquisme trop expressément rejetées par Marx et par Engels. C'est pourquoi, après bien des tâtonnements, il adopta une formule audacieuse et qui devait faire fortune, celle du « *centralisme démocratique* » qu'on pouvait prendre pour le « dépassement dialectique » du spontanéisme et du blanquisme. La « centralisation » structurait un prolétariat, par nature amorphe, et comme, d'autre part, cette centralisation était « démocratique » on évitait la coupure entre la base et le sommet. Ensuite la formule du « centralisme démocratique » a été transmise et répétée avec respect comme si son évidence verbale pouvait magiquement agir sur les groupes humains. Il convient donc de l'examiner maintenant en tant que phénomène sociologique, c'est-à-dire d'étudier la pratique politique qui prétend la réaliser.

Il est d'abord remarquable que cette formule ne se trouve pas dans l'écrit de Lénine qui passe pour en être la justification théorique. Dans *Que faire?* en effet, Lénine cherche à invalider la « spontanéité » pour démontrer *a contrario* la nécessité d'un encadrement et d'une structure hiérarchique, mais il n'a pas encore l'idée d'associer formellement le centralisme et la démocratie. Et c'est précisément ce qui lui est le plus reproché. On sait par exemple,

que dans *l'Iskra*¹ Axelrod attaqua tout de suite la thèse de Lénine parlant de « super-direction », de « fétichisme centraliste, de « centralisme bureaucratique » et même, dans une lettre à Kautsky², de « régime bureaucratique-bonapartiste ». Ces appréciations furent largement partagées à l'époque, et ce fut à Axelrod que Trotsky dédia *Nos tâches politiques*, brochure qui, on l'a vu dans le chapitre précédent, est une critique fondamentale et tranchante du centralisme léniniste. Dans ses réponses aux objections, Lénine disserte longuement sur les accusations dont il a été l'objet, mais « *Un pas en avant deux pas en arrière* » est une contre-attaque qui vise davantage les auteurs des critiques que le contenu même de ces critiques.

« Il semble évident, écrit-il en effet, que les lamentations sur le fameux bureaucratisme tendent simplement à dissimuler le mécontentement contre l'effectif des organismes centraux (...) Tu es un bureaucrate parce que tu as été désigné par le congrès à l'encontre de ma volonté ».³

Sur le fond, Lénine se contente de renvoyer à ses critiques l'accusation de bureaucratisme ; selon lui, si l'unité de programme est « un pas en avant », ne pas vouloir d'une organisation centralisée équivaut à faire « deux pas en arrière ». Il qualifie « l'auto-éducation du prolétariat » de « phrase prétentieuse »⁴ mais, sur le fond, il se contente de répéter que, du fait du développement industriel capitaliste, « le prolétariat est préparé à l'organisation par toute son existence de façon beaucoup plus radicale, que bien des personnes appartenant à la gent intellectuelle »⁵, et de s'appuyer de nouveau sur l'autorité de Kautsky pour qui « démocratie n'est pas anarchie »⁶.

KAUTSKY, PREMIER THÉORICIEN DU « CENTRALISME DÉMOCRATIQUE » ?

Dans son article, intitulé : *Circonscription électorale et parti*, Kautsky formule avec précision la doctrine à laquelle on donnera bientôt le nom de « centralisme démocratique » et qu'on attribuera à Lénine. Kautsky conteste, en effet, aux circonscriptions locales, le droit de choisir « librement » les candidats lors de l'élection des députés au Parlement, ou plus exactement, il pense que la direction du Parti doit influencer sur le choix des candidats aux élections

¹ *Iskra*, n° 55 du 15 décembre 1903, et n° 57 du 15 janvier 1904 (textes cités par J.-J. Marie dans son édition de *Que faire ?*, pp. 259-260).

² *Iskra*, n° 68 du 25 juin 1904 (cité par J.-J. Marie, *op. cit.*, p. 260).

³ *Un pas en avant deux pas en arrière*. Editions du Progrès, Moscou, 1966, p. 226.

⁴ *Un pas en avant deux pas en arrière*, *op. cit.*, p. 262.

⁵ *Ibid.*, p. 263. Il est curieux de constater qu'aujourd'hui, par exemple, Marcuse a la même opinion que celle que vient d'exprimer Lénine. Mais il en tire des conclusions très différentes. Pour Marcuse, cette « préparation » à l'organisation est devenue une préparation à l'intégration dans la société de consommation.

⁶ *Ibid.*, p. 279. Lénine se réfère ici à un article de Kautsky : *Wahlkreis und Partei*, paru dans la *Neue Zeit*, de 1904, n° 28.

législatives, au moins par l'entremise « d'hommes de confiance du Parti ». Sinon, écrit Kautsky, une minorité (c'est-à-dire une section locale) impose sa volonté (en l'espèce, tel ou tel candidat) à l'ensemble du Parti. De la sorte, l'autonomie des sections locales n'est pas démocratique, puisque la démocratie est fondée sur la loi de la majorité. L'autonomie aboutit à l'anarchie, non à la démocratie. Toutefois, Kautsky comprend bien l'objection qu'on lui fait : si les candidats sont « parachutés » dans les sections ou simplement choisis par le Comité Central, que reste-t-il du principe démocratique « qui veut que toute l'activité politique s'exerce, à l'initiative des masses, de la base au sommet, et non du sommet à la base, par la voie bureaucratique » ? Mais, comme Kautsky estime que la désignation des députés au Parlement, par quelque circonscription que ce soit, est une chose très importante pour *l'ensemble* du parti et ne peut être confiée à n'importe quelle section locale, il ne reste qu'une solution possible, à savoir que les candidats soient désignés par un vote direct de tous les membres du Parti. Or, dit Kautsky un peu rapidement, comme ce « procédé est impraticable, il est vain de se plaindre d'un manque de démocratisation ». Selon lui, le bureaucratisme « d'en haut est évité parce que les décisions qui établissent le programme et l'orientation politique sont prises par la majorité et centralisées dans et par les organismes élus du Parti. Ces derniers, élus par la majorité, ne peuvent prendre que des décisions démocratiques. On évite ainsi à la fois le *bureaucratisme* qui serait la décision venue d'en haut, et *l'anarchisme* qui consisterait à imposer à l'ensemble du parti les décisions de minorités locales.

Cette thèse de Kautsky convient parfaitement à Lénine qui y voit un moyen de constituer un centre autoritaire de décision sans pécher contre la démocratie, voire en préservant la démocratie de sa perversion anarchiste. Mais, à première vue, on risquerait de ne pas voir grande différence entre le système de Kautsky et le parlementarisme classique. Théoriquement, la structure de la délégation de pouvoir est la même. Toutefois, on note ici un renforcement du centralisme, en ce qui concerne par exemple la désignation des candidats par les instances supérieures du Parti. Assurément, les candidats qui n'appartiennent pas à un Parti centralisé ne sont pas pour autant choisis par « la spontanéité » de groupes locaux ; de multiples influences jouent ; tantôt le candidat s'impose de lui-même par un prestige ancestral héréditaire qui prolonge le Moyen Age, tantôt c'est par sa fonction ou par son mérite et presque toujours grâce à sa situation financière. Le candidat d'un grand parti centralisé doit tout au parti dont il est le représentant.

Ce ne sont pas les élus qui, représentant le peuple, constituent « le souverain » ; ils sont, au contraire, des émanations du souverain qui cherchent à se faire plébisciter. Le pouvoir ne vient pas d'en bas mais il ne reste pas non plus en haut. Il s'agit d'un pouvoir qui, à la

manière de celui d'Antée, reprend force en touchant la terre, mais qui peut faire régner la terreur sur la terre et qui, à la limite, sous sa forme extrême qui fut stalinienne, permettra en un certain sens de construire ce palais de squelettes qu'Antée avait seulement rêvé d'édifier. Mais il convient maintenant d'analyser avec plus de précision ce que recouvrent les formules, les images et les mythes. Pour ce faire, il paraît indispensable de décrire pour l'essentiel la pratique historique de Lénine et par là-même de ceux qui ont cru, voulu ou prétendu réaliser le centralisme démocratique.

LA PREMIÈRE APPARITION DE LA FORMULE : « LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE »

Que faire? présente, comme son nom l'indique, une théorie de l'action (en politique) et s'il y est souvent question de « centralisme », ce centralisme n'est jamais qualifié de « démocratique » ; il semble bien qu'au moment où il écrit *Que faire?* paru en 1902, Lénine ne se préoccupe effectivement que du centralisme, bien que l'index analytique de l'édition russe des œuvres de Lénine sous la rubrique « centralisme démocratique » renvoie à tous les passages où il est question de « centralisme » tout court.

Le premier de ces textes qui préconise le « centralisme » est de 1899. On peut supposer qu'en ajoutant, plus tard en 1906, l'adjectif « démocratique », Lénine a voulu répondre aux critiques nombreuses qui furent faites à *Que faire?* et que nous avons précédemment évoquées, mais aussi tenir compte des difficultés rencontrées dans la pratique réelle du centralisme par les « révolutionnaires professionnels » et, peut-être même, tirer les leçons de la révolution russe de 1905, et se rapprocher des mencheviks. En tout cas, on peut constater qu'avant l'éclatement de la révolte de 1905, dans une lettre du 4 février 1905, Lénine critiquait déjà vivement les « révolutionnaires professionnels » de l'appareil du Parti, les Komitetchiki (comitards) avec leurs « vieilles méthodes embarrassantes », leur « respect des titres » et « les habituelles sottises des comités hiérarchiques ». Ce n'était pas là une attaque contre une petite minorité des « révolutionnaires » de son parti puisqu'il croyait, toujours, dans la même lettre, pouvoir écrire : « vraiment, je pense souvent que neuf dixièmes des bolcheviks sont de véritables formalistes »⁷. Et, un mois plus tard, lors du troisième congrès, Lénine s'indigna lui-même de la caricature que faisaient certains de ses disciples des thèses de *Que faire?* Dans le discours final, il s'écria : « Je me contenais à peine à entendre dire qu'il n'y avait pas d'ouvriers capables de faire partie des comités »⁸.

⁷ Textes cités par Kostas Papainoannou dans son article : *Classe et Parti* (in : *Le Contrat social*, vol. VII, 1963, p. 274.

⁸ *Ibid.*

Et pour montrer qu'il ne s'agissait pas là d'une protestation purement verbale, Lénine se déclara « partisan d'une règle qui imposerait dans (les) comités, pour deux intellectuels, huit ouvriers »⁹. Mais à cette époque, il n'y avait presque pas d'ouvriers dans les comités du Parti, et la proposition de Lénine fut rejetée. Tout comme Marx, voyant ce qu'on faisait de sa doctrine, ne voulait pas être marxiste, on peut supposer que, ce jour-là, Lénine, non plus, n'aurait pas voulu être léniniste. En effet, persuadés par *Que faire?* que le prolétariat n'avait aucune indépendance intellectuelle, aveuglés qu'ils étaient par les soucis immédiats et par la contamination de l'idéologie bourgeoise, les « révolutionnaires professionnels » avaient peur, s'ils faisaient entrer en masse les ouvriers dans leurs rangs, de perdre la pureté de leur doctrine et la cohésion militaire de leur organisation. C'est pourquoi ils manifestèrent une nette défiance envers les premiers soviets auxquels ils voulaient imposer le programme social-démocrate et l'adhésion au Parti. Selon Lénine, au contraire, il ne fallait pas réduire les soviets au Parti, ni choisir entre soviets ou Parti, car « soviets et Parti sont également indispensables »¹⁰. Comme on le voit, Lénine n'est pas un théoricien systématique ancré dans ses principes, c'est un homme d'action « réaliste », et nous le verrons changer encore lorsque les conditions d'exercice de son action seront modifiées.

C'est à l'occasion du quatrième congrès (d'unification) du *Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, tenu à Stockholm du 10 au 25 avril 1906, qu'apparut, pour la première fois, la formule du « centralisme démocratique ». Dans ce congrès, les mencheviks étaient majoritaires. Le paragraphe 2 des Statuts – qui fut adopté à l'unanimité – était ainsi libellé : « Toutes les organisations du parti sont fondées sur le principe du centralisme démocratique. »¹¹ Dans son rapport écrit sur le congrès d'unification publié en juin 1906 et qui porte en sous-titre : *Lettre aux ouvriers de Pétersbourg*, Lénine évoque à deux reprises « le centralisme démocratique ». La première fois, il signale seulement que le « principe du centralisme démocratique » a été « adopté à l'unanimité »¹² mais ensuite il justifie ce principe par des considérations qui gauchissent nettement les thèses de *Que faire?* « Nous devons obtenir la discussion la plus large des décisions du congrès (...) Il faut obtenir que toutes les organisations ouvrières expriment en toute connaissance de cause leur

⁹ *Ibid.* Cette exigence d'une certaine proportion d'ouvriers aux échelons supérieurs de l'appareil peut avoir une autre signification : on a, par exemple, reproché à Thorez d'avoir écarté des intellectuels et des « bonnes têtes » du parti et, sous prétexte de « promotion prolétarienne », de s'être entouré de médiocres afin de mieux établir les bases de son « autorité incontestée ».

¹⁰ Lénine : *Deux tactiques*, in *Œuvres choisies*, Moscou, 1948. I, pp. 477-478.

¹¹ Cité par Branko Lazitch : « *D'où vient le centralisme démocratique ?* », in : *Est et Ouest*, Bulletin de l'Association d'études et informations politiques internationales, n° 434, 1^{er}-5 novembre 1969, p. 2.

¹² *Œuvres*, Paris. Moscou 1967, t. 10, p. 391.

approbation ou leur désapprobation de telle ou telle décision. Dans la presse, dans les réunions, dans les cercles, dans les groupes, partout, cette discussion doit être menée *si seulement nous avons décidé de façon sérieuse d'appliquer le centralisme démocratique dans notre Parti, si nous avons décidé d'entraîner les masses ouvrières à participer consciemment à la solution des problèmes du Parti.* »¹³ Certes, dans *Que faire ?* cette participation ouvrière n'était pas exclue mais elle n'était pas mise en évidence à ce point.

Les mencheviks, qui étaient majoritaires dans ce congrès d'unification, ne firent aucune difficulté pour adopter ce principe du « centralisme démocratique » dont, avec d'autres, ils devaient être les victimes plus tard ; à ce moment-là, en 1906, ils estimaient sans doute que l'adjonction de la « démocratie » au « centralisme » était une concession que Lénine leur faisait. On peut en trouver la preuve dans le fait que les points de divergence qui subsistaient, portaient sur la part respective de « démocratie » et de « centralisme » qu'il fallait admettre dans la pratique du Parti. Certes, on s'entendait sur la formulation générale des principes : « liberté de discussion et unité d'action », mais Lénine reconnaissait que, pour faire entrer ce principe dans la pratique du Parti, il y avait encore « pas mal de travail à faire ». La divergence, la plus révélatrice entre mencheviks et bolcheviks était celle-ci : les premiers voulaient que les membres de la rédaction de l'organe central (c'est-à-dire la presse officielle du Parti) soient directement élus par le congrès, alors que les bolcheviks se prononçaient pour leur désignation par le comité central et pour le droit du même Comité Central d'en remanier la composition. Par là, apparaît bien la volonté de Lénine de limiter le « démocratisme » par rapport au « centralisme ». Toutefois, il n'abandonnera plus la formule du « centralisme démocratique » ; il tient en effet là deux variables indépendantes qui autorisent, nous le verrons, dans la pratique « les courbes » les plus différentes.

Lorsqu'en 1917, à Petrograd, les bolcheviks se reconstituèrent en parti indépendant des mencheviks, ils reprirent, à l'article 5 de leurs statuts, la formule du « centralisme démocratique », mais c'est lors du II^e congrès du Komintern, en 1920, que, dans les *Thèses sur le rôle et la structure des partis communistes*, Lénine en définit le sens avec le plus de précision : « Le principe fondamental du centralisme démocratique se compose de l'éligibilité des instances supérieures du Parti par les instances inférieures, du caractère obligatoire et inconditionnel de toutes les décisions des instances supérieures pour les instances inférieures et de l'existence d'un fort centre dirigeant du Parti dont l'autorité, dans l'intervalle des congrès, n'est contestée par personne. »¹⁴ De même, la douzième des « vingt et une conditions

¹³ *Ibid.*, p. 399. Souligné par nous.

¹⁴ Trad. Lazitch, légèrement modifiée. *Op. cit.*, p. 2.

d'admission dans l'Internationale communiste » stipule : « Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être édifiés sur le principe du centralisme démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinante à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants. »¹⁵

Les choses sont donc bien nettes au niveau de l'affirmation des principes ; il reste à voir ce qu'il en est de leur mise en pratique.

QUAND LÉNINE ADHÈRE À LA SPONTANÉITÉ DES MASSES ET CRITIQUE L'APPAREIL DE SON PARTI

En 1917 et pendant les premiers temps de la Révolution d'Octobre, Lénine fera encore la part belle au « démocratisme ». Davantage, il sera amené à s'en prendre à nouveau à l'appareil de son propre parti et à critiquer ceux qui se plaisent à s'appeler « vieux bolcheviks », qui ne se rendent pas compte que telle ou telle « formule a déjà vieilli » et qui « plus d'une fois déjà ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre Parti en répétant stupidement une formule *apprise par cœur*, au lieu d'*étudier* ce qu'il y avait d'original dans la réalité nouvelle, vivante »¹⁶. Ce désaccord avec l'appareil bolchevik, incarnation des thèses de *Que faire ?*, sera tel que Lénine en viendra à court-circuiter son propre comité central pour s'adresser directement à la base, à la spontanéité des masses. Nous n'insistons pas sur ce fait, car nous l'avons analysé ailleurs¹⁷ en détail. Déjà, dans une brochure, écrite en avril 1917 et publiée en septembre de la même année : *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, Lénine ne se tient pas dans les limites des structures de l'appareil du parti bolchevik :

« Une république des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., réunis en Assemblée constituante des représentants du peuple de Russie, ou en Conseil des soviets, etc., voilà ce qui *est en train de naître* (souligné par Lénine) chez nous à l'heure actuelle, sur *l'initiative* des masses populaires qui créent *spontanément* (souligné par nous) une démocratie à *leur manière*

¹⁵ *Le congrès de Tours*, présenté par Annie Kriegel, Collection Archives, Julliard, 1964, p. 252. Ce n'est cependant qu'à son V^e congrès, tenu à Lille en 1926, que le parti communiste français introduira dans ses statuts la formule du « centralisme démocratique ». Les nouveaux statuts du P.C.F., adoptés lors du XVII^e congrès en mai 1964, à Paris, y font toujours référence : « Le centralisme démocratique constitue le principe fondamental sur lequel repose la vie intérieure du Parti. » (Article 5.)

¹⁶ *Lettre sur la tactique* (avril 1917), *Œuvres*, Paris, Moscou 1958, t. 24, pp. 34-35.

¹⁷ « *Le parti révolutionnaire et la spontanéité des masses* », in *Communisme et marxisme*, Éditions Michel Briant, Paris 1963, pp. 15-37. Voir aussi : Cohn-Bendit, *Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme*, pp. 221-230.

(souligné par Lénine), sans attendre que (...) les pédants et les routiniers de la « social-démocratie » petite bourgeoise, tel que M. Plékhanov ou Kautsky, aient renoncé à falsifier la théorie marxiste de l'État. »¹⁸

Il est loin le temps où, dans *Que faire ?* et dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, ne trouvant rien chez Marx pour appuyer la théorie du rôle prééminent des intellectuels qui apportent leur vérité au prolétariat, Lénine citait avec la plus grande déférence, « les paroles, profondément justes et significatives, de Kautsky »¹⁹.

C'est que, en 1917, Lénine était alors l'auteur de *L'État et la Révolution*. On sait que dans cet ouvrage, il ne craint pas de se rapprocher des anarchistes : « Marx, écrit-il, s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la « démolition » de la machine d'État actuelle. Cette similitude du marxisme avec l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine), ni les opportunistes, ni les kautskystes ne veulent l'apercevoir car, sur ce point, ils se sont éloignés du marxisme. »²⁰ Mais ce ne sont pas là, pour Lénine, des formules vagues et creuses. Il n'hésite pas à en déduire expressément et en détail les conséquences : si la classe exploiteuse et minoritaire a besoin d'une armée et d'une police, en revanche « le peuple peut mater les exploiters même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple « organisation des masses armées »²¹. On était loin alors, en théorie du moins, du *Panzerkommunismus*.

Mais ce n'est pas tout : Lénine, qui reconnaît, après la Révolution, l'utilité d'un état transitoire « qui commence immédiatement à déperir », préconise des mesures immédiates pour éviter toute bureaucratisation ; « Les ouvriers, après avoir conquis le pouvoir politique, briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements, n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés » (on ne voit plus guère, en cela, le rôle des intellectuels ni des révolutionnaires professionnels).

« Pour empêcher (souligné par Lénine) ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels : 1. électivité, mais aussi révocabilité à tout moment ; 2. un salaire qui ne sera pas supérieur à celui d'un ouvrier ; 3. adoption immédiate des mesures afin que tous (souligné par Lénine) remplissent les fonctions de contrôle et de surveillance, que tous deviennent pour un temps "bureaucrates" et

¹⁸ *Œuvres*, t. 24, pp. 60-61.

¹⁹ *Que faire ?* Seuil, 1966, pp. 93-94.

²⁰ *Œuvres*, t. 25, p. 464. Voir même thème plus haut, p. 456, ainsi que t. 24, p. 80.

²¹ *L'État et la Révolution*, t. 25, p. 501.

que, de ce fait, *personne* (souligné par Lénine) ne puisse devenir bureaucrate²². »

Comme on le voit, en 1917, Lénine est aux antipodes du blanquisme, il ne veut pas s'emparer du pouvoir à la tête d'une *minorité*, fût-elle ouvrière. Dans ses *Lettres sur la tactique*, il précise bien, en effet, qu'il est « entièrement prémuni (...) contre toute tentative de sauter par-dessus le mouvement paysan, ou petit bourgeois en général, qui n'a pas encore épuisé ses possibilités, contre toute tentative de *jouer* (souligné par Lénine) à la « prise du pouvoir » par un gouvernement ouvrier, contre toute aventure blanquiste »²³. Il ajoute qu'il ne fait, en cela, que suivre les enseignements de la Commune de Paris, tels qu'ils ont été tirés par Marx, en 1871, et par Engels, en 1891. En effet, la Commune « a assuré la domination directe, immédiate, inconditionnée de la *majorité* ».

Mais Lénine ne put pratiquer sa théorie ; la Révolution d'Octobre ne fut pas le soulèvement de tout un peuple. Dans son *Histoire de la Révolution russe*, Trotsky écrit à ce sujet : « Le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli (...) par les forces d'une cité (Petrograd) qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays. »²⁴ Cependant, après la Révolution d'Octobre, Lénine conserva encore, pendant un certain temps, la théorie de l'aptitude du peuple tout entier à s'autogouverner. Dans un texte écrit à la fin de l'année 1917, il s'en prend à ceux qui « pensent que la “plèbe”, les “simples” ouvriers et les paysans pauvres ne viendront pas à bout de la grande tâche (...) que la révolution socialiste a assignée aux travailleurs en matière d'organisation. “On ne pourra pas se passer de nous” : ainsi se consolent les intellectuels accoutumés à servir les capitalistes de l'État capitaliste. Leur calcul cynique est voué à l'échec (...) Quant aux organisateurs de talent, ils sont nombreux dans la paysannerie et dans la classe ouvrière ; ils commencent tout juste à prendre conscience d'eux-mêmes, à s'éveiller, à se tourner vers un grand travail vivant et créateur, à *entreprendre de leur propre initiative* (souligné par nous) l'édification de la société socialiste (...) Il faut détruire à tout prix ce vieux préjugé *absurde* (souligné par Lénine), barbare, infâme et odieux, selon lequel seules les prétendues “classes supérieures”, seuls les riches ou ceux qui sont passés par l'école des classes riches, peuvent administrer l'État, organiser l'édification de la société socialiste. »²⁵

²² *Ibid.*, p. 520.

²³ *Œuvres*, t. 24, p. 39.

²⁴ Ed. du Seuil, en 2 volumes, t. I, p. 138.

²⁵ *Comment organiser l'émulation ?* (*Œuvres*, t. 26, p. 426).

On excusera ces longues citations, mais on comprendra peut-être, même si nous y mettons trop de complaisance, notre satisfaction à voir Lénine lui-même corriger les thèses de *Que faire ?*, dans le feu de l'action, au cœur de la Révolution, lorsqu'il est en prise directe sur la praxis révolutionnaire. Certes, la conversion à la spontanéité et la croyance en la capacité créatrice et organisationnelle des masses n'est pas totale puisqu'il a encore recours à une des ses formules préférées que l'on peut trouver « contradictoires » ou « dialectiques » selon l'attitude globale que l'on a envers le léninisme.

« Une des tâches les plus importantes de notre temps, sinon la plus importante, consiste à *stimuler* (souligné par nous) aussi largement que possible cette *initiative spontanée* (souligné par nous) des ouvriers et exploités en général, dans leur labour fécond d'organisation. »²⁶

Lénine ne précise pas *qui* doit stimuler ni d'où vient qu'il soit, lui, en état de pouvoir stimuler les autres ; il n'explique pas davantage ce qu'il reste d'initiative spontanée à une action « stimulée ». Certes, on peut admettre, avec Lénine, que les ouvriers et les exploités en général n'ont pas toujours conscience de leurs possibilités, de leurs capacités. L'incapacité des masses est, dit Lénine, un « préjugé » entretenu par une routine pourrie, par l'encroûtement, par l'habitude de l'esclave, et plus encore par la cupidité sordide des capitalistes »²⁷ et, un peu plus tard, en janvier 1918, lors du troisième congrès des Soviets, il précisera : « les ouvriers et les paysans n'ont pas encore suffisamment confiance en leurs propres forces ; une tradition séculaire les a trop habitués à attendre les ordres d'en haut. Ils ne sont pas encore complètement faits à l'idée que le prolétariat est la classe dominante, et l'on compte encore parmi eux des éléments terrorisés, comprimés, qui s'imaginent devoir passer par l'ignoble école de la bourgeoisie. Ce préjugé, le plus ignoble de tous les préjugés bourgeois, s'est maintenu plus longtemps que les autres²⁸, mais il est en train de disparaître définitivement. »²⁹

Toutefois, s'il disparaît, ce n'est point par une éducation théorique, par un discours des intellectuels qui « importerait du dehors » la conscience de classe, comme on lisait dans *Que faire ?* lorsque Lénine citait élogieusement Kautsky³⁰. Il admet maintenant que

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ On sait que Lénine sera, dès 1920, le premier à retomber dans cet « ignoble préjugé ». Par exemple, pour refuser l'autogestion et même la « direction collective » des usines, il donnera en exemple l'opposition des bourgeois à cette forme de gestion (t. 30, pp. 439-440) qui, de toute façon, lui paraît « une ineptie » (t. 32, pp. 211 et 223), et il assurera que nous avons beaucoup à apprendre des bourgeois (t. 32, p. 149).

²⁹ *Œuvres*, t. 26, pp. 490-491.

³⁰ *Que faire ?* Ed. du Seuil, pp. 94-95.

l'auto-éducation du prolétariat se fait dans et par l'activité gestionnaire créatrice : « Nous sommes persuadés qu'à chaque pas en avant du pouvoir des Soviets, il y aura de plus en plus de gens définitivement libérés du vieux préjugé bourgeois selon lequel un simple ouvrier ou un simple paysan ne peut gouverner l'État. »³¹ Et dans le discours de conclusion de ce même troisième congrès des soviets, Lénine exprime, avec un certain lyrisme, la spontanéité créatrice du prolétariat : « Jetez donc un coup d'œil dans les profondeurs du peuple travailleur au cœur des masses. Vous verrez quel travail d'organisation s'y accomplit, quel élan *créateur* (souligné par nous) ; vous y verrez jaillir la source d'une vie renouvelée et sanctifiée par la révolution. »³²

RETOUR DE LÉNINE AUX THÈSES DE QUE FAIRE ?

Quelques mois plus tard, dès le printemps 1918, une sourdine est mise aux références à la spontanéité organisationnelle et créatrice du prolétariat, et on parle de moins en moins du dépérissement de l'État, malgré la parution en librairie de *l'État et la Révolution* écrit en août-septembre 1917 et malgré sa réédition en 1919. Lors du Septième congrès du P.C.(b) R. en mars 1918, Boukharine voulait introduire cette notion du dépérissement de l'État dans le programme du Parti. Le 8 mars, dans la séance du soir, Lénine intervint contre l'amendement de Boukharine auquel il ne pouvait « en aucune façon souscrire » car, précisait-il, « en ce moment, nous sommes absolument pour l'État ». « Oubliant »³³ qu'il avait écrit dans *l'État et la Révolution* qu'après la prise de pouvoir, l'État devait commencer *immédiatement* à dépérir, il ajoutait : « Quand l'État commencera-t-il à s'éteindre ? Nous avons le temps de réunir, d'ici là, plus de deux congrès, avant de pouvoir dire : voyez comment s'éteint notre État. A présent, c'est encore trop tôt. Proclamer à l'avance l'extinction de l'État, ce serait forcer la perspective historique. »³⁴

Un peu plus tard, le 29 avril 1918, au Comité exécutif central de Russie, définissant les tâches immédiates du pouvoir des Soviets, il polémiqua violemment contre les gauchistes qui refusent de

³¹ T. 26, p. 491.

³² T. 26, p. 498.

³³ Dans son intervention, Lénine ne se réfère pas à ce qu'il avait écrit dans *l'État et la Révolution* ; on croirait, à l'entendre, que la thèse du dépérissement immédiat de l'État est propre au seul Boukharine. Toutefois, si Lénine ne fait pas explicitement son autocritique, il ne conteste pas non plus, quant au fond, la validité de cette thèse ; il déclare seulement inopportun (parce qu'irréalisable) de l'inscrire dans le *programme* immédiat du Parti. Il semble qu'il faille, selon lui, exercer une pratique relativement indépendante de la théorie sans qu'il soit, pour autant, nécessaire de modifier la théorie.

³⁴ *Œuvres*, t. 27, pp. 148-149.

« s'orienter dans la voie du capitalisme d'État »³⁵. Dans une exclamation très caractéristique de son génie empiriste, il s'écrie : « Je demande : qu'est-il arrivé à ces hommes (les communistes de gauche) ? Comment des *bribes de livres peuvent-elles leur faire oublier la réalité ?* »³⁶ (souligné par nous). Les bribes de livres, c'est l'œuvre de Marx, c'est l'excellent résumé qu'en a fait Lénine dans *l'État et la Révolution*. Plékhanov était sans doute sincère lorsqu'il écrivait qu'il n'avait jamais tenu Lénine pour un théoricien de quelque importance. Par là, on ne veut point dire que Lénine n'était pas « doué » pour la théorie mais que, malgré ce qu'il avait écrit³⁷, la théorie ne guidait pas ses actes, ou plus exactement qu'il trouvait toujours des « arguments » pour justifier n'importe quel changement.

En ce sens, le léninisme a fait école. Ce qui a rendu souvent le dialogue difficile avec les communistes, ce n'est pas tant la mauvaise foi (qui est souvent absente), c'est la subordination complète de la théorie à la pratique. La « théorie » n'est qu'un moyen de justification de décisions dont la motivation est beaucoup plus complexe que ne l'indiquent les « preuves », les « analyses », les « démonstrations » qui seront d'ailleurs abandonnées ou reprises selon « la ligne » adoptée par les instances politiques. Il en résulte, d'une façon radicale et profonde, un affaiblissement du démocratisme par rapport au centralisme. La ligne politique n'est pas l'affaire des « savants », économistes ou autres, mais du bureau politique qui ne donne pas et n'a pas à donner toutes ses raisons³⁸. C'est ici que la philosophie redevient « une servante », une activité secondaire de justification ; de ce fait, l'orientation de la *praxis* confiée à un « centralisme » partiellement mystérieux demande plus de foi que de recherche rationnelle. L'exclamation de Lénine permettra, au nom du réalisme, les « tournants » les plus brusques : « comment des bribes de livres peuvent-elles faire oublier la réalité ? »

Or, qu'est-ce que la « réalité » ? Ceux qui ne la comprendront pas « comme il faut » seront soit des *sectaires*, s'ils se réfèrent à des « bribes de livres », soit des *opportunistes* si, visant l'efficacité immédiate, ils ne se réfèrent à aucun livre. Ce qu'est la réalité, Lénine le dit : « La réalité dit que le capitalisme d'État serait pour nous un pas en avant. Si nous pouvions en Russie réaliser, sous peu, un capitalisme d'État, ce serait une victoire. »³⁹ ou, sur un mode encore

³⁵ *Œuvres*, t. 27, p. 304.

³⁶ *Œuvres*, t. 27, pp. 148-149.

³⁷ In *Que faire ?* « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». (Ed. Seuil, p. 78.)

³⁸ Cf. « *Secrets et secret de parti* », in Kriegel (Annie). – *Les communistes français*, pp. 214-230, chapitre précédé, en exergue, du texte suivant de Marx : « L'esprit général de la bureaucratie est le secret, le mystère : au dedans, c'est la hiérarchie qui préserve ce secret et, au dehors, c'est sa nature de corporation fermée. » (Pléiade, II, pp. XXV-XXVI).

³⁹ *Ibid.*

plus « terroriste » : « Quiconque a gardé son bon sens et ne s'est pas bourré le crâne de fragments de vérités livresques, devra dire que le capitalisme d'État serait pour nous le salut. »⁴⁰ Et, pour être tout à fait net : « J'ai dit qu'il fallait, si nous comprenions bien nos tâches, apprendre le socialisme en nous mettant à l'école des organisateurs de trusts. »⁴¹ Ce que cela implique, Lénine ne l'esquive en rien : c'est « l'établissement d'un recensement et d'un *contrôle* minutieux (souligné par nous), c'est une très stricte organisation et (...) la discipline du travail »⁴². Dans ces conditions, il ne peut être question naturellement de quelque forme que ce soit d'autogestion, ni même de contrôle ouvrier.

Lénine l'affirme sans ambages : « Dites-moi : avez-vous su prendre la production en main, avez-vous calculé ce que vous produisiez, connaissez-vous la liaison entre votre production et le marché russe et international ? »⁴³ En réalité, selon Lénine, les ouvriers n'ont guère réussi qu'à « casser et à démolir »⁴⁴ : même si cela a été utile, c'est maintenant fini : « La révolution vient de briser les plus anciennes, les plus solides et les plus lourdes chaînes imposées aux masses par le régime de la trique. C'était hier. Mais aujourd'hui, la même révolution exige (...) justement dans l'intérêt du socialisme, que les masses *obéissent sans réserve à la volonté unique* (souligné par Lénine) des dirigeants du travail. »⁴⁵ Nous voici revenus à la pure théorie du « centralisme démocratique ». Dans la suite du même texte, Lénine en exhibe à nouveau la contradiction fondamentale : « Plus nous devons nous affirmer aujourd'hui pour un pouvoir fort et sans merci, pour la *dictature personnelle* (souligné par nous) dans *telles branches du travail* (souligné par Lénine), dans tel exercice de fonctions de *pure exécution* (souligné par Lénine), et plus doivent être variées les formes et les moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser la moindre déformation possible du pouvoir des soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme. »⁴⁶

Avant de tenter d'expliquer pourquoi « le contrôle par en bas » a été si inefficace, il conviendrait, par une analyse des conditions économiques et politiques de la Russie et de l'Europe d'alors, de

⁴⁰ *Ibid.*, p. 305.

⁴¹ *Ibid.*, p. 307. Lénine devrait, ici, faire référence au *Capital financier* de Hilferding, mais il ne le fait pas.

⁴² *Ibid.*, p. 308.

⁴³ *Ibid.*, p. 308.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 348.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 279.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 285. Dans son article remarquablement documenté et dont nous avons souvent utilisé les références, Kostas Papaioannou ne cite pas la seconde partie de ce dernier texte qui est pourtant indispensable si on veut exactement rendre compte de la « dialectique » au moins verbale de Lénine. (*Le Contrat social*, vol. VII, n° 5, sept.-oct. 1963, p. 279.)

rendre compte de ces variations de Lénine et de la majorité des bolcheviks, au premier rang desquels était Trotsky qui voulait, quant à lui, militariser la production et destituer sur-le-champ les syndicalistes indociles ⁴⁷. Lénine devait expliquer plus tard, au sixième congrès des Soviets, en novembre 1919, qu'on n'avait parlé en 1917 de « contrôle ouvrier » que d'une façon « pédagogique », pour « renforcer la confiance » des ouvriers ⁴⁸. On pourrait être tenté de dénoncer, à ce propos, « le cynisme de Lénine », mais il n'est pas sûr qu'en 1917, Lénine fût aussi clairvoyant qu'en 1919 et, souvent, ce qu'on appelle ensuite « illusion » a été, auparavant, vécu comme un espoir. Lors du X^e congrès, dans son *Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions*, le 15 mars 1921, Lénine le reconnaît implicitement : « Si quelque communiste a imaginé de transformer en trois ans la base, les racines économiques de la petite agriculture ce ne pouvait être, naturellement, qu'un rêveur. Et, avouons-le, ces rêveurs ont été assez nombreux parmi nous. Et il n'y a rien de mal. Comment donc un tel pays aurait-il pu amorcer la révolution socialiste sans rêveurs ? » ⁴⁹ Otto Bauer, de son côté, avait, depuis plusieurs années, mis l'accent sur *l'inadéquation des moyens*, à la disposition des bolcheviks, *pour atteindre les fins* qu'ils se proposaient. Toutefois, s'il critiquait « la dictature du prolétariat », ce n'était pas parce qu'il était *contre la dictature*, mais parce qu'il *n'y avait pas* alors, en Russie, *de prolétariat* capable d'exercer sa dictature, comme, au demeurant, Lénine l'a reconnu plus tard – nous le verrons dans les pages qui suivent – avec sa franchise brutale. Otto Bauer dénonçait donc l'illusion de cette formule, tout en reconnaissant qu'elle était nécessaire pour que la révolution bolchevique puisse manier « le balai de fer » qui nettoie la Russie des survivances de la féodalité. Il faut, en effet, admettre, écrivait Bauer, que quiconque mène une lutte semblable à celle qu'ont menée les bolcheviks « a besoin d'illusions ». Il ajoutait : « Pour nous qui sommes loin des coups, ce serait malhonnête (*schlecht*) de railler les illusions nécessaires à la vie de ceux qui se trouvent au feu. » ⁵⁰

Mais, quoi qu'il en soit au plan de la conscience des acteurs : espoir-illusion ou cynisme, il reste à examiner plus en détail ce qu'il est advenu, dans la pratique, du fameux mot d'ordre : « tout le pouvoir aux soviets ! »

⁴⁷ Dans l'article cité (voir la note précédente) Kostas Papaioannou justifie par de nombreuses références le sobriquet de « patriarche des bureaucrates » dont Staline avait affublé Trotsky (pp. 280-283).

⁴⁸ *Œuvres*, t. 30, p. 367.

⁴⁹ *Œuvres*, t. 32, p. 227.

⁵⁰ *Der "neue Kurs" in Sowjetrußland*, p. 6.

LA DICTATURE DES SOVIETS SOUS LÉNINE : MYTHE ET RÉALITÉ

Après avoir, nous l'avons vu, admis les nécessités des « illusions » des masses russes, illusions entretenues par les bolcheviks pour prendre le pouvoir, Otto Bauer poursuit en remarquant qu'il ne serait pas convenable qu'il tombât lui-même dans « des illusions que, seule, peut excuser l'ardeur du combat ». A son avis, cela ne nous servirait pas à grand-chose d'être des marxistes si nous ne savions pas analyser scientifiquement une situation historique afin de déterminer quelles sont les vraies forces en présence et ce qu'il est *possible* d'entreprendre. Même pour les combattants, d'ailleurs, les « illusions » ne constituent une source vivifiante qu'aussi longtemps qu'il s'agit « de mener le combat jusqu'au bout » ; elles deviennent « le plus grand des dangers » dès qu'il s'avère nécessaire d'interrompre le combat afin d'éviter une défaite totale étant donné qu'on avait, par erreur, visé un but impossible à atteindre ⁵¹. Otto Bauer félicite le gouvernement des soviets d'avoir eu, par la N.E.P., le mérite de mettre un terme, à temps, aux « illusions économiques ».

On ne pouvait, même par la terreur, instaurer un système de production et de distribution communiste dans un pays arriéré et décimé par les guerres de toute sorte, civiles et étrangères. Lénine l'avoue sans détour en dressant le bilan de quatre ans de révolution : « Nous comptions – ou peut-être serait-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant – pouvoir, par les ordres exprès de l'État prolétarien, organiser à *la manière communiste* (souligné par nous) dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'État. La vie a montré notre erreur. Une suite de degrés intermédiaires se sont révélés indispensables : *le capitalisme d'État* (souligné par nous) et le socialisme en vue de *préparer* – par un travail de longues années – le passage au communisme. » ⁵² Dans ces conditions, quel peut être le rôle des « conseils ouvriers » ?

A – Les Soviets prolétariens

Certes, Lénine continue à parler d'État prolétarien mais il reconnaît, en même temps, que le prolétariat – entendu au sens d'ouvriers de l'industrie – déjà très minoritaire en Russie – « pays de petits paysans » – s'est encore affaibli depuis la Révolution d'Octobre. Otto Bauer cite, à ce propos, le discours de Lénine du 17 octobre 1921 devant le « Congrès de l'organisation pour l'éducation politique » (*Neue Kurs*, pp. 12 et 13) mais dans un texte précédent, publié dans la *Pravda*, n° 190, du 28 août 1921, Lénine reconnaît que « la création de *l'appareil militaire et d'État* (souligné par nous) (...)

⁵¹ *Der "neue Kurs" in Sowjetrußland*, p. 6.

⁵² *Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre*. (*Pravda*, n° 234 du 18 octobre 1918, publié en français dans le t. II des Œuvres Choieses de Lénine, Moscou, 1948, p. 916.)

a occupé, absorbé, épuisé les « forces réelles » (...) de la classe ouvrière » ; toutefois, dans un pays qui se serait développé industriellement, ce prélèvement par les appareils militaires et bureaucratiques aurait pu être compensé (et au-delà) par l'entrée de nouveaux hommes dans le processus de production. En réalité, avoue Lénine dans le même texte, « aujourd'hui l'afflux des forces neuves de la classe ouvrière est faible, et parfois très faible (...) en dépit de tous les décrets, appels, agitation, en dépit de tous les ordres relatifs à la « promotion des sans parti » ⁵³. Dès 1918, Otto Bauer s'était moqué de cette manie bolchévique pour les décrets, forgeant à ce propos le terme de « cretinismus » ⁵⁴ ; pour Otto Bauer, résolument anti-blanquiste, le volontarisme révolutionnaire, malgré quelques succès voyants, est finalement vain, comme Lénine s'en rend compte à son tour en écrivant « ces forces neuves (...) ne pourront se développer que lentement ; ce n'est que sur la base de la grosse industrie ⁵⁵ rétablie (...) qu'elles peuvent surgir. *Pas autrement* » (souligné par Lénine) ⁵⁶. En donnant raison (implicitement, cela va sans dire) à Bauer, Lénine ne fait, du reste, que s'accorder avec Marx qui écrivait : « Le développement des forces productives est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement en plein dans le vieux merdier (*alte Scheiße*) » ⁵⁷. Mais, pour en rester à ce qui fait l'objet de cette étude, c'est-à-dire que signifie *exactement* et *concrètement* le pouvoir des soviets au cours des premières années de la révolution russe, il semble qu'on puisse plaider, sans esprit de polémique, qu'il ne réalise pas encore la grande révolution annoncée comme la révolution définitive dans le *Manifeste communiste* : « Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. » ⁵⁸ Que la révolution bolchévique ait été accomplie – bien que, dans son intention, elle visât le bien du peuple dans son ensemble – d'une façon (formellement) non démocratique,

⁵³ *Nouveaux temps, anciennes erreurs sous une forme nouvelle*. (Œuvres choisies, t. II, p. 902.)

⁵⁴ *Arbeiter-Zeitung* du 10 mars 1918. Quelque trois ans plus tard, Lénine concédera : « Aujourd'hui, trois ans plus tard, pour chaque point de la question de la production, pour toute la série de ses éléments constitutifs, il existe des décrets – quelle triste chose que ces décrets ! – que l'on signe et puis que nous oublions nous-mêmes et que nous-mêmes n'appliquons pas. » (T. 32, p. 14.)

⁵⁵ Lénine remplace souvent cette expression par celle de « l'électrification » qui lui paraît plus « exacte » (?) et plus concrète.

⁵⁶ *Nouveaux temps...*, p. 902.

⁵⁷ *Deutsche Ideologie*, MEW, Dietz, t. 3, pp. 34-35. – Voir aussi *Le Manifeste communiste*, Pléiade, t. I, p. 173.

⁵⁸ Pléiade, t. I, p. 172.

c'est ce dont Trotsky a parfaitement convenu, comme nous l'avons précédemment noté ⁵⁹.

Que, d'autre part, sur un plan plus général, plus profond et plus grave, Lénine soit amené à récuser comme menchevique et comme anarchiste la volonté d'accroître, dans le système soviétique, l'impact de la classe ouvrière prouve combien le régime était exsangue, je veux dire vidé de classe ouvrière. Lénine écrit, en effet, en toutes lettres : « Sous le mot d'ordre : “Plus de confiance en la force de la classe ouvrière”, on travaille, *en fait*, aujourd'hui, à renforcer les influences menchéviques et anarchistes : au printemps 1921, Cronstadt l'a montré et démontré avec une entière évidence. » ⁶⁰

En mars 1922, lors du onzième congrès du P.C.(b)R., Lénine développe et explicite sa pensée : « Très souvent, quand on dit : “ouvriers”, on pense que cela signifie prolétariat des usines. Pas du tout. Chez nous, depuis la guerre, des gens qui n'avaient rien de prolétaire sont venus aux fabriques et aux usines ; ils y sont venus s'embusquer. Et aujourd'hui, les conditions sociales et économiques sont-elles, chez nous, de nature à pousser de vrais prolétaires dans les fabriques et les usines ? Non. C'est faux. C'est juste d'après Marx. Mais Marx ne parlait pas de la Russie ; il parlait du capitalisme dans son ensemble, à dater du quinzième siècle. Ç'a été juste durant six cents années, mais c'est faux pour la Russie d'aujourd'hui. Bien souvent ceux qui viennent à l'usine ne sont pas des prolétaires, mais toutes sortes d'éléments de rencontre. » ⁶¹

Ainsi, en quatre ans, la classe ouvrière russe s'est appauvrie, et on se demande dans quelle mesure il était possible de parler de conseils ouvriers. Otto Bauer et Lénine s'accordent pour observer que nombre des meilleurs ouvriers ont été tués durant la guerre civile ou ont été absorbés par les cadres de l'administration civile et militaire. Lénine va même plus loin dans un texte que, sauf erreur, on ne cite pas très souvent : « Tout le monde sait que la Révolution d'Octobre a, de fait, mis en avant des forces nouvelles, *une nouvelle classe* ; qu'à l'heure présente les meilleurs représentants du prolétariat gouvernent la Russie ; ils ont créé une armée, l'ont commandée, ils ont créé l'administration locale, etc., ils dirigent l'industrie, et ainsi de suite. »

⁵⁹ Voir plus haut, chap. 3, p. 10. De son côté, Lénine écrit, en 1921 : « Combien d'ouvriers ont participé à la gestion ? Quelques milliers dans toute la Russie, c'est tout. Si nous disons que ce n'est pas le parti, mais les syndicats eux-mêmes qui vont présenter les candidatures et diriger, cela aura une allure très démocratique et nous donnera peut-être des voix, mais pas pour longtemps. Ce serait la fin de la dictature du prolétariat. » (T. 32, p. 56.) On sait, en effet, que de l'aveu même de Lénine, le parti ne comptait que 600 000 membres quand les syndicats en avaient quatre millions (t. 31, pp. 42-43).

⁶⁰ *Nouveaux temps, anciennes erreurs*. Œuvres choisies, t. II, p. 903.

⁶¹ *Œuvres*, t. 33, p. 305.

⁶². Un peu plus tard, lors du 4^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, il reprend cette expression (que nous soulignons) de « *nouvelle classe* » : le régime soviétique, selon lui, peut être fier de ce que ce « bonheur (lui) soit échu *d'amorcer* (...) une nouvelle époque de l'histoire mondiale, époque de domination d'une *nouvelle* (souligné par Lénine) classe (...) s'acheminant (...) vers la dictature du prolétariat » ⁶³. Cette expression de « nouvelle classe » est ambiguë ; certes, Lénine ne l'emploie pas au sens de James Burnham ⁶⁴, ou de Milovan Djilas ⁶⁵ ni de Modzelewski et Kuron ⁶⁶ ; cependant elle n'en reste pas moins étonnante dans la bouche d'un marxiste ; la classe ouvrière, en tant que telle, n'est pas « nouvelle » même dans la Russie de 1917 ; le prolétariat est né de la révolution industrielle bourgeoise.

D'autre part, la révolution prolétarienne, selon Marx, ne peut pas être la victoire d'une « classe nouvelle », mais l'instauration d'une nouvelle société *sans* classe. Le prolétariat est la « classe universelle » qui ne peut se libérer qu'en libérant toutes les classes, dans laquelle « le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous », formule du *Manifeste communiste* qui, soit dit en passant, est le fondement de l'autogestion. Si Lénine qualifie le prolétariat russe, après 1917, de « nouvelle classe », ce ne peut être qu'au sens où cette classe a un *nouveau rôle*, comme il dit, de gouvernement de la Russie, de commandement de l'armée, de direction de l'industrie. Étant donné le caractère extraordinairement minoritaire de cette *nouvelle* classe, on ne peut parler, d'un point de vue marxiste, d'une *nouvelle* évolution ; elle est, par avance, englobée dans les « révolutions du passé » par les auteurs du *Manifeste* : « Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités. » Certes, comme d'autres grandes révolutions, celle d'Octobre a été rendue possible au moins par le consentement de la majorité du peuple au moment où elle s'est produite. En effet, en Russie, le programme bolchévique répondait non seulement aux aspirations du prolétariat en tant que tel mais aussi aux aspirations des soldats (fin de la guerre) et de l'immense masse des paysans (partage des terres). Ce fut donc, comme l'écrivit Otto Bauer, une *révolution plébéienne* ⁶⁷ et, en ce sens, elle fut le fait d'une « majorité ». Naturellement, Marx et Engels n'ignoraient pas le phénomène majoritaire de la révolution plébéienne, mais ils remarquaient que, dans le cas d'une telle majorité plébéienne, la révolution accomplie par une majorité ne profitait qu'à une minorité,

⁶² *Nouveaux temps, anciennes erreurs*. Œuvres choisies, t. II, p. 901.

⁶³ *Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre*. Œuvres choisies, t. II, p. 913.

⁶⁴ *Managerial Revolution*, 1941.

⁶⁵ *The new class*, 1957.

⁶⁶ *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, 1966.

⁶⁷ *Der "neue Kurs" i Sowjetrußland*, p. 31.

en l'espèce à la classe bourgeoise. Il en a été de même en Russie, partiellement en 1905 et ensuite en février 1917. Devant la déception d'une telle révolution voulue par la majorité du peuple et exploitée par une minorité bourgeoise, a lieu, en octobre 1917, une nouvelle révolution qui répond à l'attente de la majorité du peuple mais qui bientôt est effectivement *dirigée* par une minorité : *la nouvelle classe* dont parle Lénine.

Il n'est pas besoin, sur ce point, de recourir aux textes de l'opposition ouvrière, pour établir ce fait. Dès la célébration du second anniversaire de la Révolution d'Octobre, Lénine fait éloge aux représentants ouvriers – non pas d'avoir instauré un nouveau mode de gestion de l'économie – non pas d'avoir « brisé » l'appareil étatique bourgeois, mais de s'en être « emparés »⁶⁸. Il écrit : « Des milliers de représentants ouvriers (...) ont pu éliminer pas à pas les représentants du pouvoir bourgeois. Nous ne voyons pas seulement des ouvriers dans l'appareil d'Etat, nous en voyons dans les services du ravitaillement »⁶⁹, et un peu plus loin « pas à pas, nous arrachons le pouvoir à l'ennemi ». Quelques mois plus tard, le 27 janvier 1920, reconnaissant que, face « aux masses paysannes », les ouvriers ne constituent qu'une « couche ténue de la classe prolétarienne dirigeante », il conclut à la nécessité d'organiser militairement la production sur le modèle de la hiérarchie militaire. Il préconise le passage de « la direction collective diffuse, fortuite (*sic*) pour arriver au commandement unique » car, selon lui, « la direction collective entraîne une énorme dépense de force » ; en outre, elle manque de « célérité »⁷⁰.

Il s'agit là d'une critique de la direction collective qui dut être précieuse à Staline. Dans son discours prononcé au III^e Congrès des travailleurs des transports fluviaux de Russie, le 15 mars 1920, Lénine revient sur cette condamnation de la direction collégiale (disons sur la condamnation du système des conseils). Cette revendication de la direction collective prouve... « que notre conscience de classe est moins claire que celle de MM. les

⁶⁸ Dans la préface de 1872 au *Manifeste communiste*, Marx et Engels reconnaissent que leur programme est « vieilli sur certains points » et que « la Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte », et ils renvoient à *La guerre civile en France* où cette idée est plus longuement développée. (Voir Editions sociales, p. 38.) Lénine connaissait bien ce texte qu'il commente ainsi dans *l'Etat et la Révolution* : « L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *BRISER, DÉMOLIR* la machine d'Etat », etc. (Ed. soc., pp. 38-39.)

⁶⁹ *Œuvres complètes*, t. 30, p. 127.

⁷⁰ *Œuvres complètes*, t. 30, p. 320. On est loin du Lénine qui écrivait, le 17 juin 1917 : « La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l' "Etat", chose digne de Louis Blanc; elle doit aboutir à la revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires » (t. 25, p. 42). Voir aussi t. 26, p. 103.

bourgeois » ! ⁷¹ Ainsi on pourrait faire dire à Lénine que le système collégial des conseils est mauvais parce que les bourgeois – si riches d’expérience – n’y ont pas recours dans la direction de l’industrie ni dans l’administration de l’Etat.

On comprend dès lors que Trotsky ait le souci de répondre à son tour à l’accusation d’avoir vidé les soviets de substance ouvrière et d’autonomie. « On nous a accusés plus d’une fois d’avoir substitué à la dictature des Soviets celle du Parti. » ⁷² Trotsky, dans sa réponse à l’accusation qu’il vient de formuler contre lui-même, en un sens, plaide « coupable ». Il commence par affirmer qu’il n’y a jamais eu de dictature des Soviets en tant que telle et que donc le Parti communiste ne peut avoir « volé » ce qui n’a jamais existé. Selon lui, « la dictature des Soviets n’a été possible que grâce à la dictature du Parti (...qui...) a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d’informes parlements ouvriers qu’ils étaient, en un appareil de domination du travail ». Trotsky plaide, en conséquence, que bien que minoritaires, « il est tout à fait naturel que (...) les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité » ⁷³.

Trotsky fait alors état d’une nouvelle « objection » qu’il attribue à « quelques malins » et qui concerne la représentativité du Parti bolchevique : « En supprimant ou en rejetant dans l’ombre les autres partis, vous vous êtes débarrassés de leur rivalité politique, source d’émulation, et, par là, vous vous êtes privés de la possibilité de vérifier votre ligne de conduite » ou plus précisément de vérifier si le parti bolchevique exprime bien « les intérêts du développement historique » du prolétariat russe.

La réponse de Trotsky encore une fois est un aveu franc, voire, aux yeux de certains, cynique ; selon lui, cette objection « est dictée par une idée purement libérale de la marche de la révolution » et le parti bolchevique dirigeant « a, pour vérifier sa ligne de conduite, assez de matériaux en main et de critères, indépendamment du tirage possible des journaux menchéviques ». L’expression de « tirage possible » exprime pudiquement que ces journaux sont interdits. Bien

⁷¹ T. 30, pp. 439-440. Déjà dans son pamphlet contre Kautsky, Lénine se défendait vivement d’avoir jamais voulu remettre les usines aux ouvriers (t. 28, p. 327). Et dès novembre 1918 il constatait : « Nous avons institué le contrôle ouvrier (...) nous avons obtenu peu de choses », et il se réjouissait de ce que le « contrôle ouvrier qui devait demeurer chaotique, morcelé, artisanal (...) ait cédé la place à la gestion ouvrière (?) de l’industrie à l’échelle du pays tout entier » (t. 28, p. 140).

⁷² *Terrorisme et communisme*, Paris 1963, pp. 170-171.

⁷³ Dans son *Rapport d’activité politique au dixième congrès du P.C.(B)R.*, Lénine reconnaît à son tour tranquillement : « En qualité de Parti au pouvoir, nous devons fusionner les “milieux dirigeants” des Soviets avec ceux du Parti – nous le faisons et nous continuons à le faire. » (*Œuvres complètes*, t. 32, p. 183.) Il serait assez dans le style de Lénine que le verbe « fusionner » fût ici une litote.

que Trotsky vienne de dire qu'il a assez de « matériaux et de critères », il n'en cite, par la suite, qu'un seul qui lui paraît suffisant : « Nous avons écrasé les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et il n'en reste rien. Ce critérium nous suffit. » Au contraire, « Noske foudroie les communistes et cependant leur nombre ne cesse de s'accroître ».

On suppose l'usage que pourront faire du critérium de Trotsky, Hitler par exemple à l'égard des communistes ou Staline à l'égard des trotskystes. Ce critère de l'écrasement de l'adversaire n'est peut-être pas tout à fait satisfaisant aux yeux de Trotsky lui-même puisque, après avoir répété que la tâche du parti bolchevique ne peut consister à « évaluer à toute minute, par une statistique, l'importance » des divers groupes « mais bien à assurer la victoire » de son parti, il ajoute qu'il faut trouver « dans les divers frottements qui s'opposent au bon fonctionnement » du mécanisme intérieur de la dictature des soviets informés par le parti un critère pour vérifier la valeur des actes.

Ainsi ce n'est pas l'écrasement pur et simple des autres tendances qui serait révélateur, mais les modalités de leur résistance.

B – Les soviets de soldats

La preuve d'ailleurs qu'il ne s'agit là que d'une habileté de style c'est que, lors du 10^e Congrès, Lénine et Trotsky réussirent à faire voter une résolution qui interdisait les tendances et, en fait, toute opposition ; Trotsky déclara que « le Parti est obligé de maintenir sa dictature (...) quelles que soient les hésitations temporaires mêmes de la classe ouvrière »⁷⁴.

Ainsi le système des soviets n'instaure en rien le *pouvoir ouvrier*. Kollontai explique pour sa part qu'en défendant les soviets, Lénine, Trotsky et les autres défendaient en fait l'impact du *parti bolchevique* contre *l'Opposition ouvrière* qui s'appuyait sur les syndicats. Les soviets réunissaient, sur une base locale, toute la plèbe, non les ouvriers⁷⁵. Les conseils sont à la fois assez vides d'ouvriers et, de surcroît, organisés de plus en plus militairement. Certes, sur ce point, il y eut des divergences et même de vives polémiques entre Lénine et Trotsky⁷⁶. Ce dernier voulait épurer ou plutôt « sélectionner » le « personnel dirigeant » des syndicats et Lénine s'y oppose vivement

⁷⁴ Voir les extraits du discours de Trotsky cités dans le n° 5 de *Socialisme ou Barbarie*, p. 19, notes du groupe anglais *Solidarity* à propos du texte de A. Kollontai sur *l'Opposition ouvrière*.

⁷⁵ *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, p. 60.

⁷⁶ Voir, par exemple, « *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky* », dans les Œuvres complètes de Lénine, t. 32, pp. 11-35 et plus loin, pp. 67-109 : « *A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine* ».

en voyant dans cette sélection « la véritable bureaucratie »⁷⁷. Battu sur ce point, Trotsky, pour pouvoir mettre au pas les syndicats, crut habile d'accepter l'interdiction des fractions.

Il se rendit compte plus tard des dangers de cette interdiction comme le prouve ce passage d'une lettre inédite que je dois à l'obligeance de Daniel Guérin :

« Le Parti bolchevique a, il est vrai, interdit les fractions du X^e Congrès (mars 1921), à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré, en tout cas, que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du Parti. La bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de "fraction" un épouvantail pour ne pas permettre au Parti de penser ou de respirer. C'est ainsi que s'est formé le régime totalitaire qui a tué le bolchevisme »⁷⁸.

On voit bien qu'historiquement la militarisation du parti et la faiblesse des ouvriers dans la dictature des soviets sont deux phénomènes, comme on dit, dialectiquement liés.

Souvent les bolcheviks, Radek notamment, répondant à Otto Bauer, expliquent le dépérissement des conseils ouvriers par les nécessités de la défense nationale. Lénine écrit lui aussi que « des dizaines et des centaines de milliers de courageux ouvriers, issus de notre milieu, sont lancés contre les généraux blancs »⁷⁹.

Les conseils de soldats seraient-ils de ce fait les vrais conseils prolétariens ? Isaac Deutscher écrit :

« En 1918, plus des trois quarts du personnel de commandement de l'armée rouge étaient composés d'officiers de l'ancien régime ; aux échelons supérieurs du commandement, la proportion était plus grande encore. »⁸⁰

D'ailleurs, encore une fois, il suffit de lire Lénine. Après avoir évoqué les officiers du tsar qui ont trahi les bolcheviks, il poursuit :

⁷⁷ *Œuvres complètes*, t. 32, p. 34.

⁷⁸ Lettre de Trotsky au Parti socialiste ouvrier et paysan, du 25 juillet 1939, Archives de France, « Papiers des Amis de Marceau Pivert ».

⁷⁹ *Œuvres complètes*, t. 30, p. 127. Le même phénomène se produisit par exemple dans la Révolution des Conseils de Hongrie. « Le 2 mai, lorsque la République des Soviets (de Hongrie) fut, pour la première fois, menacée par les Roumains, tous les anciens soldats travaillant dans les grandes fabriques furent rappelés, de sorte qu'il ne resta dans les fabriques qu'une main-d'œuvre de valeur inférieure... » (Eugène Varga, *La dictature du Proletariat*, p. 91.)

⁸⁰ *Le Prophète armé*, p. 545, cité par Serge Bricianer dans le n° 36 de *Socialisme ou Barbarie*, p. 66.

« Mais des dizaines de milliers d'autres anciens officiers nous servent, *tout en restant attachés à la bourgeoisie* (souligné par nous), et, sans eux, nous n'aurions pas d'armée rouge ⁸¹. Et vous savez que lorsque nous avons essayé, il y a deux ans, de former une Armée rouge sans eux, nous avons eu des troupes indisciplinées, une débandade, dix ou douze millions de baïonnettes et pas une division (...) capable d'aller au feu (...) Cette expérience, nous l'avons payée au prix du sang ; il faut la transposer dans le domaine de l'industrie. » ⁸²

Qu'en est-il devenu de la fameuse notion du peuple en armes de l'État et la Révolution ? ⁸³ Plus généralement, dans *l'État et la Révolution*, écrit avant l'exercice réel de la révolution, Lénine expliquait que :

« Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiters même avec une "machine" très simple, presque sans "machine", sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous, par anticipation, les soviets des députés ouvriers et soldats). » ⁸⁴

Cela apparaît maintenant comme une illusion. C'est que la guerre, imposée par les puissances capitalistes, a réduit au néant à la fois les conseils ouvriers et les conseils de soldats et il est totalement abusif de continuer à parler d'un « État ouvrier ». Lénine s'exprime sur ce point à plusieurs reprises sans la moindre ambiguïté : « Le camarade Trotsky, dit-il le 30 décembre 1920, parle d'un "État ouvrier". Mais c'est une abstraction ! (...) Lorsqu'on vient nous dire : "Pourquoi défendre la classe ouvrière, et contre qui, puisqu'il n'y a plus de bourgeoisie, puisque l'État est un 'État ouvrier' ", on se trompe manifestement car cet État n'est pas tout à fait ouvrier, voilà le

⁸¹ Cela n'empêchera pas Lénine, un peu plus tard, d'apprécier comme suit la révolte de Cronstadt : « Le pouvoir politique détenu par les bolcheviks est passé à un conglomérat mal défini ou à une association d'éléments disparates, légèrement plus à droite que les bolcheviks, semble-t-il, et peut-être "plus à gauche", on ne sait (...) Dans le même temps, il est certain, vous le savez tous, que les généraux blancs ont joué un rôle important. » (T. 32, p. 190.)

⁸² *Œuvres complètes*, t. 30, pp. 442-443.

⁸³ *L'État et la Révolution*, t. 25, pp. 516-517.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 501. Cette contradiction entre les « théories » de *l'État et la Révolution* et la *pratique* postérieure de Lénine a souvent été mise en lumière, dans les ouvrages de Carr par exemple. Plus récemment Moshé Lewin a montré que, par rapport à la théorie, le pouvoir effectif des bolcheviks était une « dictature dans le vide » sous deux aspects : « le premier manque est celui du prolétariat ; le second, celui de l'infrastructure économique ». (*Le dernier combat de Lénine*, les Éditions de Minuit, 1967, p. 31.) Lewin a recours, pour ce faire, à des textes nouvellement édités de Lénine qui, pour intéressants qu'ils soient, ne font guère *sur ce point* que confirmer « ce qu'on savait déjà ».

hic »⁸⁵ ; et quelques jours plus tard, le 19 janvier 1921, précisant sa pensée sur une question de Boukharine, il s'écrie :

« Un État ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un État ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un État ouvrier avec une déformation bureaucratique. »⁸⁶

Mais les paysans ne sont-ils pas eux aussi organisés en soviets ?

C – Les soviets de paysans

Ici encore n'est-on pas en présence d'une « inflation verbale » ? Pour quelles raisons les paysans ont-ils suivi les bolcheviks et jusqu'où ? En tout cas, les bolcheviks sont si peu rassurés qu'ils se livrent à d'étranges pondérations dans les réunions du soviet des soviets : alors qu'il y a *un* délégué ouvrier pour 25 000 ouvriers, *un* délégué paysan représente 125 000 paysans ou, si l'on veut, 125 000 paysans ont un député alors que 125 000 ouvriers en ont cinq⁸⁷.

Selon Otto Bauer, ce passage de la révolution majoritaire plébéienne à une direction minoritaire a été rendu possible parce que, dans leur grande masse, les paysans russes ne savaient ni lire ni écrire et n'avaient aucune éducation ni organisation politique. Dans d'autres pays, industriellement plus développés et donc constitués d'une classe ouvrière plus nombreuse, la dictature prolétarienne était paradoxalement plus difficile, car souvent, le partage des terres avait déjà été fait par la révolution antiféodale de la bourgeoisie et parce que la paysannerie, plus éduquée, était déjà partiellement mieux organisée et plus exigeante en ce qui concerne l'égalité dans le suffrage politique. Toutefois, si les paysans russes ont pu être grugés en ce qui concerne l'arithmétique électorale, il n'en a pas été de même lorsqu'il s'est agi des réquisitions, par exemple. Otto Bauer note alors que ni l'armée, ni la Tcheka, n'ont pu imposer « le communisme » dans les campagnes, d'où la nécessité du retour en arrière de la N.E.P. Certes, « la nouvelle classe » dirigeante a pu mener, des années durant, la guerre contre les capitalistes étrangers notamment, car les paysans craignaient la restauration des grands domaines et la reprise des terres par les anciens propriétaires. Une fois la guerre finie, la contre-révolution écartée, l'intérêt objectif de classe des paysans. s'oppose à ceux de la « nouvelle classe » qui, pour garder le pouvoir, va être obligée de lâcher du lest.

⁸⁵ *Œuvres complètes*, t. 32, p. 16.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 41.

⁸⁷ *Arbeiter-Zeitung*, du 26 mars 1919, article attribué à Otto Bauer et repris dans la brochure anonyme : *Ratediktatur Oder Demokratie*, Vienne 1919, 16 p. Lénine, de son côté, remarque qu'en Russie « un seul prolétaire est plus fort que 200 paysans ». (T. 32, p. 53.)

Dans son livre, intitulé *La Dictature du prolétariat*, Eugène Varga explique l'évolution des rapports de force à peu près de la même manière :

« Du prolétariat rural d'autrefois naquit, grâce au partage du sol – qui était, dans les circonstances données, le seul moyen d'intéresser les paysans pauvres au maintien de la dictature la classe des paysans moyens »⁸⁸.

Ces paysans devaient livrer leur excédent en contre-partie des « objets industriels nécessaires », mais, pour les raisons que l'on sait, l'État ne fut pas en mesure de fournir ces produits industriels et les paysans n'eurent aucun intérêt à produire au-delà de leurs besoins. Ce fut ce que Varga appelle « le retour à l'économie primitive ».

Ainsi, la Révolution russe, selon une formule d'Engels, avait été un temps « poussée au-delà de son but » et ramenée à son but. Telle est, observe Otto Bauer, « la signification historique du *nouveau cours* ». A son avis, l'idéologie communiste de la Révolution russe était une idéologie enthousiaste, illusoire, utopique, à laquelle la révolution bourgeoise est toujours sujette durant la phase de dictature plébéienne. Le communisme russe de 1917 ne pouvait pas réussir parce qu'il n'était pas réalisé par un prolétariat assez nombreux, évolué, éduqué, mûri par l'évolution même du grand capitalisme. Ce prolétariat n'était pas capable de mener une lutte pour la socialisation de *tous* les moyens de production et d'échange que par son évolution même le grand capitalisme rend possible. Ce communisme a été plutôt une illusion des masses plébéiennes – illusion nourrie par les bolcheviks – dans un pays qui, dans sa majorité, ne pouvait vouloir que l'affranchissement des chaînes de la féodalité⁸⁹.

A s'en tenir aux textes et aux événements historiques, il serait possible de conclure qu'Otto Bauer avait vu plus clair que Lénine, que sa formation juridique et économique l'avait préservé des « illusions romantiques » des révolutionnaires professionnels. Pour une part, en effet, Lénine a été obligé de faire machine arrière ou, lorsqu'il conservait une formule, de lui enlever tout contenu ; c'est ce qui, sans conteste, est arrivé pour le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ». Cette formule n'a jamais été réalisée, étant donné que les modalités d'exercice de ce pouvoir ont été réglementées par le parti et

⁸⁸ Préface de l'édition française, du 15 mars 1922, pp. III et IV. Évoquant plus loin, p. 40, un phénomène semblable en Hongrie, Varga rapporte ce propos d'un paysan : « Autrefois, je portais les oies au marché et, moi, je mangeais les pommes de terre ; maintenant je vends les pommes de terre, et c'est moi qui mange les oies. »

⁸⁹ *Der "neue Kurs" in Sowjetrussland*) pp. 31-33. En 1921, Lénine confirme encore : « Nous n'avons pas d'autre soutien que des millions de prolétaires, inconscients, le plus souvent incultes, peu évolués, illettrés, mais qui, en tant que prolétaires, suivent leur parti. » (T. 52, p. 52.)

que, comme on le sait, c'est celui qui *délimite* le pouvoir qui *a* le pouvoir. Surtout la proportion d'ouvriers de l'industrie dans la révolution russe faisait qu'il ne pouvait vraiment s'agir d'une révolution prolétarienne, même s'il était utile et nécessaire d'en parler, même si, dans les faits, il s'agissait, pour une part, selon l'expression d'Otto Bauer, d'une « révolution plébéienne ».

Mais, dès lors, que fallait-il faire ? Il n'y avait *a priori* que deux solutions : ou bien reconnaître que la révolution avait été poussée trop loin de son but et revenir en arrière, sur le plan politique, en supprimant la dictature d'un prolétariat trop faible, ou bien continuer en provoquant une contre-révolution qui rétablira l'ancien régime. En réalité, ce dilemme ne se posa pas concrètement à Lénine car il fut poussé au-delà par un troisième « danger », par les thèses de *l'Opposition ouvrière* qui, selon Lénine, n'étaient plus des rêves mais des inepties. Dans la *conclusion sur le Rapport d'activité* du X^e Congrès, le 9 mars 1921, on peut lire : « On a dit ici que la production doit être gérée par le “congrès des producteurs de Russie”. J'ai du mal à trouver les mots pour qualifier cette ineptie. »⁹⁰ Et le 14 mars, à ceux qui voulaient invoquer Engels⁹¹ à ce propos, il réplique : « Engels parle de la société communiste où il n'y aura plus de classe, mais seulement des producteurs. Mais actuellement, y a-t-il des classes chez nous ? Oui. Y a-t-il actuellement chez nous une lutte des classes ? La plus acharnée ! Et venir parler d'un « congrès des producteurs de Russie » à un moment où se déroule la lutte des classes la plus acharnée, qu'est-ce donc sinon une déviation syndicaliste qu'il faut condamner énergiquement, définitivement ? »⁹² On le voit, Lénine prend une troisième voie, exactement opposée à celle de Bauer et qui est, non pas la suppression, mais *le renforcement de la dictature du parti*⁹³.

« Après deux années et demi de pouvoir soviétique, nous avons déclaré à la face du monde dans l'Internationale Communiste que la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste. »⁹⁴

Lénine veut bien se fatiguer à le répéter, il veut bien essayer de convaincre, mais sa décision est prise. Il a recours à une de ces formules, très étranges pour ne pas dire stupéfiantes, dont il a le secret : « Nous devons convaincre et contraindre ensuite » et, se rendant compte que ce qu'il dit est étonnant, il répète aussitôt :

⁹⁰ *Œuvres complètes* t. 32, p. 211.

⁹¹ *L'origine de la famille) de la propriété privée et de l'État*. Ed, soc. p. 154.

⁹² *Œuvres complètes*, t. 32, p. 222.

⁹³ Moshé Lewin le note lui aussi : « Lénine dirigeait une dictature qui ne put survivre qu'en devenant implacable » (op. cit., p. 69).

⁹⁴ *Ibid.* p. 208.

« Nous devons coûte que coûte convaincre d'abord, et contraindre ensuite. »⁹⁵

Puis, à un autre moment du congrès, sans doute excédé par la résistance de l'opposition, il abandonne son style, souvent spécieux, voire cauteleux, pour s'écrier franchement :

« Nous avons passé pas mal de temps à discuter et je dois dire que, maintenant, il vaut beaucoup mieux "discuter avec les fusils"⁹⁶ qu'avec les thèses préconisées par l'opposition (...). Je crois que le congrès devra arriver à cette conclusion, il devra conclure que l'opposition est finie, et bien finie, nous en avons assez des oppositions. »⁹⁷

Ce fut, en effet, fini et bien fini et pour longtemps. Aujourd'hui encore, si l'on trouve des partis communistes antagonistes et s'il y a des discussions intérieures, aucun d'eux ne tolère officiellement en son sein des oppositions sur programmes écrits et diffusés. Otto Bauer a, pour sa part, préféré le stalinisme, qu'il n'avait pas prévu, à la contre-révolution qu'il redoutait car, selon lui, la terreur ne devait être qu'une étape que les circonstances avaient temporairement imposée. La Russie n'était pas mûre pour la grande révolution qui exige qu'un *prolétariat majoritaire* impose sa *dictature* et devienne rapidement la classe universelle, c'est-à-dire enfante une société sans classe. En Russie, n'était possible que le *despotisme d'une minorité* organisée.

Fallait-il donc se contenter d'une révolution bourgeoise qui créerait peu à peu ses propres fossoyeurs ? Certes, partout où le prolétariat peut saisir le pouvoir, il doit le faire, mais qu'allait-il en résulter ? N'allait-on pas déclencher une contre-révolution comme cela arriva en Hongrie et en Bavière ? Ou bien, pour conserver le pouvoir, le prolétariat ne serait-il pas amené lui-même à restaurer le capitalisme ? Si la révolution prolétarienne ne s'étend pas à tous les pays industriels, ne sera-t-il pas nécessaire de faire du commerce avec les pays capitalistes, de leur consentir des bénéfices, de les renforcer en leur donnant de l'or ? Coexistence (pacifique) avec les pays capitalistes et coexistence avec les paysans moyens majoritaires, n'est-ce pas la liquidation de la révolution ? Qu'est-ce, en effet, que la N.E.P. ? C'est, dit Lénine, « la liberté des échanges. C'est la liberté du commerce ; or la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme »⁹⁸. Lénine répond lui-même avec une certaine prudence dans son rapport sur *la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions* : « Peut-on restaurer jusqu'à un certain point la liberté du

⁹⁵ *Ibid.* p. 221.

⁹⁶ Allusions aux « événements » de Cronstadt.

⁹⁷ T. 32, p. 209.

⁹⁸ T. 32, p. 228.

commerce, la liberté du capitalisme pour les petits agriculteurs, sans saper les fondements du pouvoir politique du prolétariat ? Est-ce possible ? Oui, car c'est une question de mesure. »⁹⁹ Un an plus tard, Eugène Varga peut affirmer, d'une façon beaucoup plus tranchée :

« Il importe de déclarer bien haut qu'il existe une différence absolue entre la politique d'un prolétariat qui, en pleine possession du pouvoir, est amené, sous la pression des événements, à réduire dans une certaine mesure son programme d'étatisation et la politique qui consisterait à débiter par l'application d'une étatisation limitée. Les expériences des gouvernements social-démocrates d'Allemagne, d'Autriche¹⁰⁰, de Tchécoslovaquie (...) ont clairement démontré que toute socialisation est impossible aussi longtemps que le pouvoir politique reste en possession de la classe capitaliste. »¹⁰¹

Il est en effet évident que l'expropriation préconisée par Varga « sans indemnité et s'opérant automatiquement » est révolutionnaire, mais ce « saut définitif » a été remis en question en Hongrie où Varga fut commissaire du peuple. La Russie a pu résister parce que les bolcheviks ont eu l'habileté de se procurer l'appui des paysans, dans une première phase par le partage des terres, ensuite par la N.E.P. Ils ont été aussi sauvés par l'immensité de la Russie et par l'aide, au moins passive, du prolétariat international. Dans son discours aux ouvriers des transports, le 27 mars 1921, Lénine déclare :

« Ce n'est pas nous qui avons vaincu, car nos forces militaires sont infimes ; l'essentiel, c'est que les puissances n'ont pu lancer contre nous toutes leurs forces militaires. Les ouvriers des pays avancés déterminent la marche de la guerre au point qu'il est impossible de se battre contre leur volonté ; et, en définitive, grâce à leur résistance passive ou semi-passive, ils ont voué à l'échec la guerre engagée contre nous. (...) Il est hors de doute que si, au lieu d'avoir en face de nous des pays avancés, nous avions eu à lutter contre les pays arriérés, sans puissantes masses prolétariennes, nous n'aurions pas tenu trois ans et demi, pas même trois mois et demi. »¹⁰²

Et Lénine reconnaît dans le même discours que ce phénomène s'est produit « même là où (le prolétariat) était manifestement sous l'influence » des social-démocrates. Assurément on a pu dire aussi que la semi-passivité du prolétariat de l'Europe occidentale a eu de multiples causes et que l'une d'elles pouvait bien être le découragement des travailleurs devant le premier visage (famine,

⁹⁹ *Ibid.*, p. 229.

¹⁰⁰ Il n'y a jamais eu de gouvernement social-démocrate en Autriche ; à la chute de l'Empire les socialistes, toutefois, participèrent à un gouvernement de coalition.

¹⁰¹ *La dictature du prolétariat*, préface du 15 mars 1922 à l'édition française, p. VII.

¹⁰² T. 32, pp. 291-292.

despotisme, guerre civile) que « la dictature du prolétariat » présentait en Russie. La causalité n'est jamais linéaire et la détermination « en dernière instance » n'est pas toujours, comme on le croit, la plus importante ; ce peut être, ajoutée aux autres, une « cause infime » et même un choc en retour. Mais chacun, sur ce thème, a ses « certitudes » et on ne peut guère, sur ce point non plus, « dépasser » le Marx qui écrivait, il y a plus d'un siècle : « Les révolutions prolétariennes (...) se critiquent elles-mêmes constamment. interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui paraissait déjà accompli pour recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se dresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent encore constamment devant l'immensité infinie de leurs propres tâches jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rend impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : *hic rhodus, hic salta.* »¹⁰³

L'IMPRATICABILITÉ DU « CENTRALISME DÉMOCRATIQUE » ET SA PERVERSION EN « CULTÉ DE LA PERSONNALITÉ »

Nous avons décrit, un peu en détail, la naissance du concept de « centralisme démocratique » chez Lénine, ses variations et ses difficultés d'application. Il serait trop facile de montrer comment ce principe, après la mort de Lénine, a « justifié » une pratique qui réalisait les craintes exprimées par Trotsky dès la parution de *Que faire ?* en l'espèce ce qu'il appelait le « substitutisme » : le parti se substituant à la classe, le comité central au parti et finalement le Secrétaire général au Comité central. Ce qui, dans la brochure de Trotsky de 1903, aurait pu passer pour « de la théorie », s'est réalisé au-delà de toute crainte. Mais comme, actuellement, on ne trouve guère personne qui ne condamne le despotisme stalinien, nous ne reviendrons pas sur la description (bien connue) de ses « excès » et nous nous bornerons à tenter de montrer que le stalinisme est le développement naturel du « centralisme » dit « démocratique » de Lénine.

D'abord frappé par l'inaptitude des masses à prendre par elles-mêmes conscience de leur exploitation et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour une mutation radicale de la société, Lénine – qui tient surtout compte des possibilités de militantisme dans la Russie des tsars – estime indispensable l'organisation d'un parti clandestin formé de « révolutionnaires professionnels » liés par une discipline rigoureuse du type de la centralisation hiérarchique des

¹⁰³ *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, trad. Marcel Ollivier, Ed. soc. intern. Paris, 1928, p. 27.

militaires. Pour justifier cette thèse, il conteste, de la manière que l'on sait, la « spontanéité ouvrière ». Toutefois, il se rend bien vite compte, par les critiques convergentes de presque tous les marxistes d'alors, qu'il ne peut échapper au blanquisme, s'il se défie, à ce point, des possibilités d'auto-émancipation du prolétariat. En même temps, l'expérience le met en présence des faiblesses et de la rapide sclérose des « révolutionnaires professionnels ». Le parti qu'ils forment est une sorte de micro-société qui fonctionne parfaitement en marge de la grande société mais qui se révèle inapte à tout embrayage sur les masses en période révolutionnaire.

Les « révolutionnaires professionnels » sont « en retard » sur les masses qu'on avait jugées si « arriérées », ils ne cherchent qu'à appliquer des formules toutes faites et même estiment que les conditions pour mettre en œuvre la révolution ne sont pas données, etc. Lénine – sans jamais abandonner le « centralisme » – juge désormais nécessaire que le parti soit intégré aux masses, en symbiose avec elles, pour être leur levain. Le centralisme doit donc être « démocratique ». Dans cette « ligne », Lénine ira jusqu'à s'adresser directement à la base, aux soviets, en court-circuitant le comité central du parti bolchevik. Mais bientôt, nous l'avons vu, dès 1918, il sera également déçu par les paysans et même par les ouvriers des usines, qu'il ne tient pas pour de vrais ouvriers. Le « prolétariat » éduqué est devenu l'appareil administratif et militaire du pays ; seul cet appareil peut sauvegarder « la révolution ». Lénine revient ainsi aux thèses de *Que faire ?* L'appareil a pour mission d'administrer mais aussi d'éduquer à tout prix. Comme nous l'avons rappelé un peu plus haut ¹⁰⁴, il faut, selon Lénine, expliquer d'abord inlassablement, mais, à la fin, si l'explication ne suffit pas, il faut « frapper », et même discuter « avec des fusils ».

Dès lors, malgré la volonté affirmée de rester « près des masses », la pratique du parti ne peut guère se distinguer de celle du monarque éclairé qui cherche à se faire comprendre, à éduquer les masses en vue de susciter leur « participation ». En aucun cas, il ne croit que les masses puissent « en savoir plus que lui », avoir raison contre lui. Toutefois, dans les derniers mois de sa vie, Lénine se rend compte des dangers du système « centralisé » qu'il a mis sur pied, mais pour résoudre la difficulté, il pose, sans le vouloir, les fondements du « culte de la personnalité ».

Dans son fameux « testament » qui est, en fait, une « Lettre au congrès », dictée en décembre 1922, complétée le 4 janvier 1923 par un « supplément à la lettre du 24 décembre 1922 » ¹⁰⁵, Lénine

¹⁰⁴ Voir références. p. 110, notes 96 et 97 du manuscrit.

¹⁰⁵ Ces documents ne furent lus, sur la demande de Kroupskaia, qu'après la mort de Lénine, à une séance du Comité Central, le 22 mai 1924. Malgré Kroupskaia, le C.C. décida de garder le testament *secret*. C'est le XX^e congrès du P.C.U.S., après la

« recommande instamment de procéder (...) à une série de changements politiques » car, selon lui, depuis cinq ans, malgré tout ce qui a été fait et qui est prodigieux, il ne faut pas « oublier qu'en somme nous avons pris le vieil appareil au tsar et à la bourgeoisie et que maintenant (...) tout l'effort doit viser à rendre l'appareil meilleur. » Il ne s'agit plus, comme chez Marx ou dans *l'État et la Révolution* (du Lénine de 1917) de *briser* l'appareil, ni même de le faire *dépérir*, mais de l'améliorer. Soit. Mais on a beau lire et relire ces lettres testamentaires, les « *changements politiques* » recommandés se réduisent à ceci qui semble dérisoire :

1. Augmenter le nombre des membres du Comité central qui devait être « porté à 50 ou même à 100 membres ».

2. Faire entrer dans ce Comité central « quelques dizaines d'ouvriers » mais – détail intéressant, voire surprenant – ces ouvriers (parmi lesquels il classe aussi des paysans) ne doivent pas être recrutés « parmi ceux qui ont fait un long stage de travail au sein des soviets (...) parce que chez ces ouvriers se sont déjà créées certaines traditions et certains préjugés qu'il faudrait précisément combattre ». Voici que Lénine préfère maintenant ces ouvriers purement ouvriers « au-dessous de cette couche qui, depuis cinq ans, a rejoint les rangs des fonctionnaires des Soviets » et dont il disait précédemment qu'ils étaient surtout des « embusqués ». Les « révolutionnaires professionnels » sont à nouveau condamnés, mais, en toutes ces variations, la pensée de Lénine ne progresse guère, elle est simplement animée d'un mouvement de balancier.

3. Enfin, l'essentiel de ces lettres porte sur des questions de personnes : Lénine passe en revue Staline, Trotsky, Kamenev, Zinoviev, Boukharine et Piatakov. Seul ce qui est dit de Staline nous intéresse ici directement : Staline « devenu Secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité » (...) « Staline est trop brutal (...) Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste, pour nommer à sa place une autre personne qui n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. »

mort de Staline, qui décida leur publication officielle. Ils parurent d'abord dans le n° 9 de la revue *Le Communiste*, en 1956, et furent reproduits dans le n° 36 des *Œuvres complètes* de Lénine (pp. 603-610). Entre-temps, diverses « fuites » s'étaient produites, notamment par Max Eastman, en 1925 (*Après la mort de Lénine*, pp. 43-47). Chaque fois, l'authenticité du « testament » avait été plus ou moins violemment contestée par les communistes, y compris Léon Trotsky (voir l'article de ce dernier où Eastman est à peu près accusé d'avoir produit un faux, dans *Bolchevik*, reproduit in : *Correspondance internationale*, n° 72, 22 juillet 1925, p. 601, et n° 82, 22 août 1925, p. 672. Plus tard, en 1928, dans une lettre à Mouralov, Trotsky devait expliquer les raisons d'opportunité politique qui l'avaient conduit à désavouer Eastman. (Cf. *New International*, nov. 1934, pp. 125-126.)

Comme on le sait, ces textes, publiés après la mort de Staline, servirent à alimenter la fameuse campagne contre « le culte de la personnalité ». Les perversions du régime soviétique étaient expliquées par les fautes personnelles de Staline et il semblait qu'on avait eu tort (et le seul tort) de ne pas suivre les recommandations du testament de Lénine. Si Staline avait été remplacé, à temps, par quelqu'un de moins « brutal », de « plus loyal, plus poli », « d'humeur moins capricieuse », la face de la Russie et, en un sens, du monde aurait été changée. On a été surpris (et déçu) de voir des marxistes avoir recours à un tel type d'explication ou plutôt se contenter d'une telle absence d'explication. Assurément, il pouvait sembler habile et expéditif, pour faire excuser les tares du régime stalinien, de les attribuer uniquement aux défauts de Staline, mais c'était beaucoup pour un seul homme. La condamnation des « excès du culte de la personnalité » signifiait en clair : le régime soviétique est excellent, il peut parfaitement fonctionner si on remplace Staline par une « direction collective » qui rendra par essence impossible le culte *d'une* personnalité ¹⁰⁶. Seul, sauf erreur, dans les premiers temps, Togliatti, dans son *Testament*, osa officiellement mettre en doute la valeur de l'explication par le « culte de la personnalité » ; il se demanda s'il ne faudrait pas examiner les raisons pour lesquelles « le culte de la personnalité » avait été possible. Malheureusement, il en resta à ce vœu et ne risqua pas la moindre hypothèse explicative.

Sans doute était-ce déjà beaucoup d'avoir pu mettre en accusation Staline (une fois mort). Cette contestation fut d'abord tenue secrète et, par exemple, les communistes français ne l'apprirent d'abord que par « la presse bourgeoise ». Le traumatisme subi par les militants, déjà grave, aurait sans doute été intolérable si on avait, en même temps, mis en question Lénine et le régime soviétique. Dans le mausolée d'où on retirait Staline, restait encore Lénine, et par conséquent le mausolée. A l'évidence, c'était moins « le culte » que « ses excès » qui étaient condamnés. Le culte de Staline avait eu de fâcheuses conséquences parce que Staline était un méchant. Si on utilisait ainsi contre Staline une lettre de Lénine, il en résultait bien que Lénine échappait lui-même à la condamnation, voire était admirable d'avoir prévu les funestes conséquences de la mauvaise nature de Staline. Pour une part importante, Lénine est ainsi directement responsable du caractère superficiel de « l'explication » des crimes du régime soviétique par « les excès du culte de la personnalité ».

¹⁰⁶ On sait que, presque aussitôt, une nouvelle personnalité apparut, ce qui prouve bien que rien n'avait été changé au système qui produit ailleurs des Mao, des Tito, des Castro, etc.

Quoi qu'il en soit, il faut bien se rendre compte qu'aucun culte ne s'explique par les vertus (ou par les défauts) de la personne cultivée. Le culte qui s'est assez répandu de la Vierge Marie par exemple s'explique assez peu par les faits et gestes de cette « personne », c'est la foi des croyants qui crée un culte, non l'inverse ; et il est vain de chercher explication du culte de Staline en Staline lui-même. Ce sont les communistes du monde dans leur ensemble qui en sont responsables. Non certes : que chacun ait commis une « faute », mais parce que tous ont accepté des institutions qui ont créé une mentalité collective caractérisée par l'abandon du libre examen, par la confiance entière faite à « l'héritier et continuateur de Marx et de Lénine », au dépositaire sacramentel de la vérité-autorité, à celui qui, situé au sommet de la pyramide, voit les choses dans leur ensemble et qui donc, par définition, a toujours raison contre tous ses subordonnés et subalternes. C'est pourquoi nous avançons comme hypothèse que *la cause profonde de cet état de fait est « le centralisme démocratique » de Lénine.*

Cette proposition de non-dissociation – sur le plan des principes – de Lénine et de Staline ne pouvait être reçue jusqu'à ces derniers temps parmi les communistes que comme une insanité ou, au mieux, comme une boutade. Il semble que maintenant elle puisse être acceptée par beaucoup au moins comme une opinion qui mérite la discussion. Il est, à ce sujet, significatif qu'André Barjonet, à peine sorti du P.C.F., ait – comme il dit lui-même – « osé » écrire que le « principe » du « culte de la personnalité (...) se situe incontestablement dans l'organisme même des partis communistes tels que les a voulus Lénine »¹⁰⁷. Cette audace avouée qui pourrait rappeler celle de Socrate risquant de s'en prendre à Parménide, témoigne de la puissance du sentiment de respect et, en même temps sans doute, de l'insatisfaction intellectuelle que doivent ressentir nombre d'intellectuels qui ont choisi de rester dans le Parti. Quoi qu'il en soit, on peut tenter d'établir comment et pourquoi le « centralisme démocratique » est la cause profonde du prétendu « culte de la personnalité ». En effet, le « centralisme démocratique » aboutit à une profonde coupure entre dirigeants et exécutants qui prive ces derniers de l'expérience réelle de la *praxis*. De ce fait, il stérilise, de surcroît, la recherche théorique et, comme on le verra, dans le chapitre suivant, il est incapable d'assurer une gestion correcte de l'économie.

A – La coupure entre dirigeants et exécutants

On n'a pas oublié qu'en préconisant le « *centralisme démocratique* », Lénine cherchait très explicitement à éviter cette coupure. Mais, on sait aussi que l'enfer est pavé de bonnes intentions et, au demeurant, la question de savoir si l'intention de Lénine était

¹⁰⁷ *La révolution trahie* de 1968, Paris, John Didier, 1968, pp, 12-13.

sincère ou feinte n'entre pas ici en ligne de compte ; seule doit être considérée la pratique historique de ce « centralisme ». De ce point de vue, on remarque d'abord le *caractère purement formel* du côté « démocratique » de cette pratique. Ce défaut a été souvent signalé et décrit par ceux qui en ont subi les conséquences ou même qui en ont, un temps, profité ¹⁰⁸. Réduit à l'essentiel, on peut le formuler comme suit : les membres du parti, fussent-ils des millions, n'ont pas la possibilité d'influer sur les décisions des « autorités » du Parti, ni, en conséquence, sur les décisions de l'État lorsque le Parti communiste est « au pouvoir ». Le Parti se réserve le monopole du pouvoir non seulement à l'extérieur vis-à-vis des autres partis, classes, couches ou instances quelconques, mais également, à l'intérieur, sur ses propres militants de base ou subalternes. En effet, depuis le fameux congrès de 1921, l'expression des tendances est interdite et « l'activité fractionnelle » jugée comme faute majeure ou, selon le jargon, « antiparti ».

Certes, on ne peut empêcher un membre du Parti de *penser*, ni d'avoir des opinions personnelles éventuellement opposées à celles de la direction, mais il n'a pas le droit d'instituer un lien organique avec les autres membres du Parti qui auraient les mêmes divergences ; ces derniers ne peuvent formuler ensemble aucune sorte de contre-programme, ni diffuser ouvertement leurs idées, ni militer pour leur adoption. Il en résulte que l'élection des délégués aux conférences et aux congrès (tout comme aux diverses fonctions dans l'Appareil) est un geste de pure forme : étant donné qu'on n'a pas la possibilité de choisir entre au moins deux programmes ou deux « lignes » politiques, toute opposition est par définition sans perspective, stérile et dangereuse ; ainsi, on est naturellement conduit à des manifestations d'une unanimité de façade, par « acclamations et jets de confetti », et on voit bien que, dans ces conditions, il importe assez peu que le vote soit public ou secret. Le vote secret peut tout au plus permettre une certaine opposition aux personnalités.

Lorsqu'un dirigeant aura son nom rayé un certain nombre de fois, ses concurrents pourront saisir ce prétexte pour prendre avantage sur lui, mais, ici encore, comme il n'est pas possible de mener ouvertement campagne contre un candidat officiel, les manifestations de défiance, lorsqu'elles existent, ne peuvent pas arriver à un seuil critique ni même réellement significatif étant donné que la liste des candidats pré-établie, en particulier à l'aide de « bios » précises, complètes, détaillées, vérifiables ¹⁰⁹ ne comporte qu'autant de noms

¹⁰⁸ Voir par exemple *La nouvelle classe dirigeante* de Milovan Djilas, et plus récemment la *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais* de Karol Modzelewski et Jack Kuron, et Annie Kriegel, dans son savant, brillant et compréhensif ouvrage sur *Les communistes français*, Paris 1968, plus spécialement, la troisième partie, intitulée : *L'appareil*.

¹⁰⁹ Cf. Annie Kriegel, op. cit., p. 16.

qu'il y a de postes à pourvoir. La « partie avancée » du prolétariat tchécoslovaque avait bien vu l'importance de ce « détail », puisque, dans un projet de statuts de l'autogestion, on avait prescrit que « la liste des candidatures » devrait « dépasser d'un tiers le nombre des membres et des candidats (suppléants) à élire »¹¹⁰.

De fait, actuellement, les dirigeants se cooptent les uns les autres, ou s'excluent ; pour cette dernière opération, la méthode la plus « habile » consiste à ne plus faire figurer le nom de tel ou tel sur la liste des candidats soumise au vote du congrès. Ainsi, on observe, assurément, des modifications dans la composition des organismes directeurs tout comme d'ailleurs dans celle des assemblées primaires (le parti-passoire). Il n'en reste pas moins que les dirigeants ne sont pas véritablement révocables, à chaque instant, bien sûr, ni même à aucun moment, par la base. Certes, il n'est pas prouvé que le système de la cooptation – qui est également en usage dans les Académies et dans les Universités – n'est pas apte à la sélection des meilleurs ou des plus compétents ; il n'en reste pas moins que les militants de base sont sans pouvoir d'élection ni de contrôle sur leurs dirigeants et que, de ce fait, le « centralisme » du Parti n'est pas démocratique.

Et on peut considérer comme significatif que les fonctionnaires du Parti aient le nom de « *permanents* ». On sait bien que cette appellation, dans son intention, ne désigne pas une « éternité de fonction » mais un travail à plein temps pour le Parti, une disponibilité permanente au service du Parti. Toutefois ces fonctionnaires, même aux échelons inférieurs, ne relèvent pas du choix ni d'une révocation éventuelle de la base et sont bien, en ce sens, des « permanents ». La masse des membres du Parti, privée de la possibilité d'une auto-organisation, est donc atomisée et par là impuissante ; et le plus stupéfiant sera que cet état de fait imposé soit, un jour, perçu par Sartre, comme un état de nature : sans le Parti, le prolétariat n'est qu'impuissante poussière¹¹¹. On ne pouvait mieux prendre l'effet pour la cause. Toujours est-il que le *formalisme* de la pseudo-démocratie conduit à la *permanence* des dirigeants et, dès lors, il ne reste aux militants, s'ils veulent malgré tout espérer et être heureux, d'autre possibilité que d'adorer ce qu'ils ne peuvent brûler. Mais bien sûr, d'autres causes interviennent pour susciter et entretenir le culte de ces personnes incontrôlables et inamovibles par la base.

Il y a ainsi, en troisième lieu, le caractère *mystérieux* des instances centrales qui délibèrent à huis clos, sur des textes qui ne sont pas tous publiés et qui décident peut-être en connaissance de cause mais sans que les militants de base puissent toujours juger sur pièce du bien-

¹¹⁰ On peut lire le texte de ce projet dans le n° 7 des *Cahiers de l'autogestion*, p. 55.

¹¹¹ Voir, à ce sujet, la série d'articles intitulée : « Les communistes et la paix ».

fondé des décisions. Il ne leur reste donc qu'à *faire confiance* aux dirigeants. Souvent, on avouera explicitement que la décision a été prise pour des motifs qu'on ne peut actuellement divulguer car cela servirait les « ennemis de classe » ; quoi qu'il en soit, les militants de base ne peuvent être, devant les décisions du Parti, que comme devant les oracles : ils ne peuvent qu'espérer ou craindre, et comme, pour intervenir magiquement dans le sens de leurs vœux, ils n'ont pas théoriquement droit à la prière, il ne leur reste que le pari optimiste sur le génie des chefs, voire du chef, qui ne peut pas ne pas engendrer, sur le plan affectif, « le culte de la personnalité », ou, en cas de doute, l'abandon du Parti. Comme nous l'avons noté plus haut, l'adhésion du militant aux décisions du Parti n'étant pas fondée – pour les motifs que nous venons de donner – sur les règles cartésiennes de l'évidence rationnelle (n'admettre pour vrai que ce qui me paraît évidemment être tel), l'adhésion du militant n'est plus un savoir mais une croyance. Or la croyance n'a pas de degré : elle est entière ou elle est nulle. Ainsi le militant, tout comme le dirigeant d'ailleurs, ne peuvent être que dogmatiques. Et cela, on le devine sans peine, ne peut être sans conséquences sur la vie intellectuelle des membres du Parti.

B – La stérilisation de la recherche théorique

André Barjonet, qui sait de quoi il parle, décrit très bien cette loi du « tout ou rien » qui concerne militants et dirigeants :

« Abusés par l'impressionnant monolithisme de façade des Partis communistes, les militants de base apprenaient (nous laissons à Barjonet la responsabilité de cet imparfait) de temps à autre avec stupeur que tel ou tel dirigeant éminent n'était qu'un vil espion ou un traître à la solde de l'impérialisme. Une condamnation aussi brutale et exempte de toute nuance était, il faut le souligner, dans la logique du système : celui-ci excluant, par définition, toute discussion véritable d'idées, il est à peu près impossible, dans un parti communiste, d'exclure un militant ou un dirigeant sur la base des fautes ou des erreurs qu'il a pu *réellement* commettre. En effet, le seul exposé objectif de ces erreurs risquerait de faire rebondir la discussion au grand jour. Dans ces conditions, le dirigeant fautif ne peut être qu'un coupable *total*, une sorte de criminel-né, de pervers intrinsèque. C'est là, en somme, l'aspect inverse du culte de la personnalité : les dirigeants bien-aimés ne pouvant se tromper, si des erreurs se produisent néanmoins, c'est que ces dirigeants n'étaient, en réalité, que des espions déguisés. »¹¹²

Ici comme ailleurs, quand il s'agit des mystères et de la foi, il n'y a pas de milieu entre Dieu et Satan. Mais ce système manichéiste a des conséquences plus graves sur la vie intellectuelle même des militants.

¹¹² *Op. cit.*, p. 12.

Tout d'abord la privation d'information ne peut avoir que les plus graves conséquences ; comment juger correctement un dossier incomplet ? Or, il est de règle que, par exemple, les lecteurs de la presse communiste ne puissent juger un texte critiqué que par la réfutation qui en est faite. Il arrive que des dirigeants avouent, en petit comité, que telle information n'est pas bonne à diffuser ou même qu'ils sont obligés de dire publiquement le contraire de ce qu'ils pensent. Par exemple, dans les premiers temps, la lutte contre la guerre d'Algérie se faisait sur le fond suivant : il vaut mieux que l'Algérie reste « française » car sinon elle risquerait d'être absorbée par l'impérialisme américain ; liée à la France, elle deviendra socialiste en même temps que notre pays. Mais comme le militant ne connaît pas ce « raisonnement », il est étonné de voir le P.C. combattre mollement cette guerre, ou même voter à Mollet les « pleins pouvoirs » pour l'intensifier.

De même, certains dirigeants qui font des discours officiels contre « la force de frappe » disent finement, en privé : « Une fois au pouvoir, on se la gardera, cela nous évitera peut-être de subir le sort de la Tchécoslovaquie. » Cependant le militant de base se demande comment le P.C.F. peut continuer à préconiser le socialisme qui comporterait les libertés vainement souhaitées par les Tchèques et en plus la pluralité des partis, alors que, pour le moment, de telles thèses ne peuvent guère être soutenues qu'à l'abri du bouclier atomique américain. Cette privation de la totalité des informations à la disposition des dirigeants met le militant – fût-il un remarquable intellectuel – dans une position de nécessaire infériorité. Il ne lui reste qu'à choisir entre quatre possibilités :

1. Il peut *démissionner*, et c'est bien ce qui arrive de temps en temps, et notamment à l'occasion des « grands tournants ».

2. Dans d'autres cas, il jugera plus politique de *se faire exclure* en prenant des positions publiques contraires « à la ligne » du moment ; ce faisant, il contrevient à une des règles essentielles du centralisme démocratique et il sait très bien que son « indiscipline » ne pourra être tolérée, mais il espère, peut-être, que le bruit fait autour de son exclusion alertera quelques camarades et leur ouvrira les yeux.

3. La plupart du temps, « pour ne pas se couper du parti qui est la seule force historique capable de renverser le capitalisme », il *continuera à militer*, et avec d'autant plus d'ardeur que cela le dispense d'une réflexion débilite et qui ne lui apporte que des déboires. Il en arrive alors à attendre l'éloge ou le blâme d'en haut, incertain de la valeur de ce qu'il fait pour le Parti, puisqu'il n'a pas tous les éléments qui permettraient d'en juger. La bienveillance globale et quasi muette sur ses motivations se manifestera souvent par une visite de « l'Autorité » dont la presse fera mention, la défaveur

par la rétrogradation dans le palmarès d'un discours de clôture, etc. Dans les deux cas, les responsables subalternes ne sauront pas *exactement* pourquoi ils sont plus ou moins loués et d'ailleurs, parfois, ces citations à l'ordre du Parti n'auront qu'un rapport lointain avec le travail jugé et feront partie de l'obscur stratégie des luttes d'influence au sein du cercle dirigeant.

4. La quatrième voie est celle du *double jeu*, explicitement prévue par le centralisme démocratique dont elle est une conséquence nécessaire. Lorsqu'il y a un débat dans les diverses instances du Parti, une fois la décision prise par la majorité, on ne demande pas aux minoritaires (car on l'estime, sans doute, impossible) de renoncer intérieurement à leurs convictions. Ils peuvent conserver leur opinion intime différente de celle de la majorité, mais ils ne doivent pas en faire état, surtout en public, ni, à plus forte raison, fonder sur elle leur conduite. Pour leur éviter d'ailleurs toute tentation et les obliger, pour ainsi dire, à brûler leurs vaisseaux, c'est parfois à quelqu'un des minoritaires que sera confiée la tâche d'exposer, soit dans un article, soit dans un discours, les thèses de la majorité. Cette tactique est excellente pour faire apparaître au grand jour l'unanimité et il arrive, selon le processus décrit par Pascal, qu'en jouant à défendre avec éloquence les arguments d'autrui, on parvienne, les applaudissements aidant, à se convaincre soi-même.

Et si, dans le cas où ce miracle ne se produit pas, quelque moraliste petit-bourgeois s'étonne de cette duplicité, on lui répondra¹¹³ que la liberté du sujet est préservée puisque le militant n'a jamais été obligé d'adhérer au Parti et qu'il n'est pas davantage tenu d'y rester. C'est donc librement que, tel un moine, il a renoncé à sa liberté. Dès lors, insistera-t-on, quand un communiste participe à un dialogue ou à un débat avec les membres d'autres organisations politiques ou religieuses, il ne peut être que le porte-parole des thèses officielles du Parti. La discussion n'est ainsi qu'une sorte de théâtre dont les répliques ne peuvent être modifiées ; le militant mandaté ne doit pas changer d'opinion, quoi que disent ses interlocuteurs ; il est condamné à répéter inlassablement les thèses du Parti.

La conséquence grave de cette attitude est que le militant est forcé de préférer l'utile au vrai. Althusser, par exemple, évoque ces « philosophes sans œuvres que nous étions, mais faisant politique de toute œuvre, et tranchant le monde d'une seule lame, arts, littérature, philosophies et sciences (...) nous passions alors le plus clair de notre temps à militer, quand nous eussions dû aussi défendre notre droit et notre devoir de connaître et de simplement étudier... »¹¹⁴. Certes,

¹¹³ Voir, par exemple, l'article de Chambaz : « Sur une nouvelle publication » (condamnant les promoteurs de la revue *Politique aujourd'hui*) dans *l'Humanité* du 21 décembre 1968.

¹¹⁴ *Pour Marx*, pp. 12-13.

Althusser se réfère ainsi à l'époque – qu'il croit révolue – du stalinisme, mais s'il peut, lui, personnellement et quelques autres qui d'ailleurs ne publient pas leurs écrits aux *Éditions sociales*, prendre une distance par rapport à cette époque, il n'est pas sûr qu'il en soit de même pour tous. André Barjonet qui, depuis de longues années et jusqu'en mai 1968, était un collaborateur de la revue économique du Parti communiste, écrit de son côté :

« Les économistes et les sociologues communistes se réclamant à tout propos (et hors de propos) du marxisme, bien loin d'analyser les faits pour en dégager des lois générales (et, le cas échéant, des directives politiques appropriées) partirent, au contraire, de la ligne politique préétablie pour l'illustrer et la justifier ensuite au moyen d'exemples concrets. »¹¹⁵

On pourrait citer ici quelques-uns de ces exemples concrets ; pour « démontrer » par exemple « la réalité » de la thèse de la paupérisation : tantôt un élément (la consommation de telle denrée) était artificiellement isolé, tantôt on n'hésitait même pas devant le grotesque : dans les *Cahiers du communisme*, Thorez écrivait : « Parce que la casquette portée naguère par tous les ouvriers revient trop cher, on lui préfère un simple béret. »¹¹⁶ Certes, on remarquera que Thorez n'était pas un de ces pauvres militants de hase obligés de suivre les directives du Bureau politique, mais justement quel économiste du P.C.F. pouvait le contredire ? Comme l'avoue Althusser, parlant il est vrai en général et non de ce détail, on n'avait « le choix qu'entre le commentaire et le silence, une conviction illuminée ou contrainte et le mutisme de la gêne »¹¹⁷. Ou plus précisément :

« Jusqu'aux environs de 1960, la section économique près le Comité Central du P.C.F. ne fut, en dépit des efforts méritoires de nombreux camarades, qu'une section de propagande chargée d'illustrer en matière économique la ligne politique du Parti. »¹¹⁸

Tous ces aveux concernent ouvertement le passé, mais il est permis d'observer que, par exemple, la liberté qui est maintenant laissée à Althusser n'est pas sans relation avec le fait que ses livres sont illisibles par la grande majorité des membres du Parti et même impossibles à résumer car ils présupposent toute une culture. Quant à Barjonet, il n'a publié les textes que nous venons de citer qu'une fois sorti du Parti. Même si la référence à 1960 désigne un certain changement, il n'en reste pas moins que les économistes et

¹¹⁵ La Révolution trahie de 1968, p. 15.

¹¹⁶ Mars 1955. – Cité dans *l'Histoire du parti communiste français*, éd. « Unir », t. III, p. 130.

¹¹⁷ *Op. cit.* p. 12.

¹¹⁸ André Barjonet, *op. cit.*, p. 16.

sociologues du Parti ne paraissent guère habilités à « dégager (de leurs études) des lois générales » d'où se déduiraient « des directives politiques appropriées ».

En effet, la politique du Parti est déterminée par des instances qui ne sont pas principalement composées d'économistes ou de sociologues ; il serait contraire au « centralisme » que, sous prétexte de science, les revues et journaux édités directement ou indirectement par le Parti publient des analyses qui combattraient, gêneraient ou même ne renforceraient pas la « ligne » définie par les organismes politiques compétents, ou alors il n'y a plus de « centralisme » ni, par conséquent, de parti de type léniniste. Tant que ce centralisme existe, les intellectuels sont nécessairement condamnés à tourner dans le cercle d'une « subculture ». Coupés des instances supérieures du Parti, ils sont également coupés des autres intellectuels ou, dans le langage d'Althusser, ils n'ont pas « d'audience parmi leurs pairs ». Ils sont donc également condamnés à ne se comprendre qu'entre eux et à ne trouver de charme qu'aux discussions intérieures et à renforcer ainsi eux-mêmes leur ghetto. Inversement, il ne suffit pas de *vouloir* sortir de ce ghetto intellectuel pour rompre l'isolement, il faut que la structure « centralisée » vole en éclats car le dialogue suppose une égalité de statut entre les partenaires.

On voit bien ainsi que pas plus que la philosophie n'a pu rester longtemps « la servante de la théologie », les sciences humaines et économiques ne pourront toujours être assujetties à des directives politiques. C'est l'inverse qui doit se produire. La condition d'un tel renversement est la suppression des privilèges et des mystères des petites minorités politiques. Bref, il faut choisir entre la recherche scientifique et la docilité à un « centralisme » qui ne peut pas être démocratique.

Mais, dira-t-on, à la fin, que le centralisme démocratique ne soit pas démocratique, tout le monde le sait et on s'en moque. Votre analyse révèle les contradictions d'une formule qui n'était, sans doute, qu'une ruse tactique. Quant au fond, votre critique de l'antidémocratie du centralisme démocratique est fondée en dernière instance sur des principes philosophiques dont le politique n'a rien à faire. Ce qui compte, pour lui, c'est l'efficacité. Eh bien ! soit. Mais justement, et malgré les idées reçues, est-il aussi certain que le centralisme soit un système efficace ?

KAUTSKY, PREMIER THÉORICIEN DU « CENTRALISME DÉMOCRATIQUE »?.....	3
LA PREMIÈRE APPARITION DE LA FORMULE : « LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE »	5
QUAND LÉNINE ADHÈRE À LA SPONTANÉITÉ DES MASSES ET CRITIQUE L'APPAREIL DE SON PARTI.....	8
RETOUR DE LÉNINE AUX THÈSES DE QUE FAIRE ?	12
LA DICTATURE DES SOVIETS SOUS LÉNINE :	
MYTHE ET RÉALITÉ	16
A – Les Soviets prolétariens	16
B – Les soviets de soldats	22
C – Les soviets de paysans.....	25
L'IMPRATICABILITÉ DU « CENTRALISME DÉMOCRATIQUE » ET SA PERVERSION EN « CULTTE DE LA PERSONNALITÉ »	30
A – La coupure entre dirigeants et exécutants.....	34
B – La stérilisation de la recherche théorique	37

